

Humanitaires

N°26 en mouvement DÉCEMBRE 2024



© Laurent Saillard, Groupe URD



Quels chemins
vers une aide décolonisée ?



— sommaire

04 Sémantique de la Décolonisation

Action contre la faim

08 Décolonisation de l'aide humanitaire : le Groupe URD (re)lance le débat

*Groupe URD, avec la collaboration
de Damien Guillou*

16 **rencontre**

avec Sabrina Guerard

20 Interroger un système de pouvoir et de valeurs, diversité de réponses des OSC françaises

*Anna Diaz, Mélanie Pelascini,
Anaïs Tamani*

28 Synthèse critique de la décolonisation de l'aide humanitaire et de la localisation

*Carine Magen-Fabregat, Myriam
Aït-Aïssa et Pierre Alexandre Maiziere*

38 **rencontre**

avec Maïka Sondarjee

44 Colonialité ou pluriversalité : que révèle la transition écologique des ONG ?

Vincent Pradier

52 Décoloniser les données, un prérequis pour une véritable localisation ?

Martin Noblecourt

60 **point de vue**

La décolonisation de l'aide :
un processus complexe vers
une solidarité internationale
renouvelée

par Martine Gwana Passa

64 Est-il possible de communiquer autrement ? La (dé)colonisation dans le domaine de la communication visuelle humanitaire

Cristina García Martínez

72 **bibliographie**





La décolonisation de l'aide. Comment aborder un sujet si sensible ? Le faut-il seulement ? Sommes-nous légitimes pour nous en saisir... ?

par *Véronique de Geoffroy*,
directrice générale du Groupe URD

Autant de questions que nous nous sommes posées au sein de l'équipe du Groupe URD avant de décider de retenir ce sujet pour les 17^{èmes} Université d'Automne de l'Humanitaire de septembre 2024, poussés par une actualité géopolitique où les anciens pays colonisés – notamment au Sahel – exigent de profondes transformations des rapports de force interétatiques, par l'exigence croissante des sociétés civiles du « Sud global » pour que les acteurs de l'aide internationale les reconnaissent et soutiennent plus fortement leurs rôles, par les luttes antiracistes qui traversent nos sociétés ...

Il nous a semblé que notre centre de recherche en face du Mont Ventoux était propice à ce type de réflexion, pouvait permettre de faire un pas de côté et prendre le temps de s'interroger sur « Quels chemins vers une aide décolonisée ? ».

Une cinquantaine de participants et intervenants nous ont rejoint et nous avons exploré ensemble quelques facettes du sujet – historique, politique, financière, sémantique, etc. – du point

de vue personnel, organisationnel et sociétal, dans un espace sécurisé spécialement conçu pour ce type de discussions.

Ces trois jours de réflexion ont fait émerger la nécessité, pour le secteur, de questionner certains positionnements individuels et collectifs qui entravent les transformations attendues et nécessaires d'un système encore habité par les héritages du passé et par conséquent le besoin de redéfinir ses modèles d'intervention. Plus qu'une simple déconstruction pour faire bouger les lignes, c'est bien une injonction à évoluer qui a soufflé lors de ces Universités.

Nous espérons que cette édition de la revue Humanitaires en mouvement, composée d'articles et de témoignages rédigés par certains intervenants et participants à nos côtés, saura restituer l'esprit qui nous a animé collectivement « pour des solidarités renouvelées » et participer ainsi aux réflexions des acteurs de l'aide, que ce soit au niveau individuel, au sein des organisations et dans d'autres espaces collectifs.



Sémantique de la Décolonisation

Un glossaire des termes clés pour clarifier les concepts liés à la décolonisation de l'aide humanitaire.

Acculturation : processus complexe de contact culturel au travers duquel des sociétés ou des groupes sociaux assimilent ou se voient imposer des traits ou des ensembles de traits provenant d'autres sociétés.

Analyse socio-culturelle : l'analyse culturelle et sociale s'attache à dégager les éléments constitutifs des groupes sociaux, ethniques, religieux, des groupes d'intérêt et toutes caractéristiques qui fondent les valeurs communes à une société de même que les différences qui la traversent.

Anti-racisme : l'antiracisme, ou anti-racisme, est l'opposition et la réprobation active et consciente aux doctrines, attitudes et réactions racistes, c'est-à-dire aussi bien au suprémacisme racial qu'à l'ensemble des attitudes inégalitaires d'hostilité à l'égard de l'altérité ethnique. Défendu comme une pensée politique, l'antiracisme désigne l'ensemble des pressions et actions politiques visant l'élimination du racisme dans les structures sociales, les institutions et les interactions entre les individus.

Approches communautaires : l'approche locale des problèmes d'une commu-

nauté impliquant sa participation active à toutes les étapes. Elle est mise en œuvre par un groupe associant professionnels et population.

Biopouvoir : le biopouvoir est un type de pouvoir qui s'exerce sur la vie : la vie des corps et celle de la population (biopolitique).

Colonialisme : une entreprise de domination et de « soumission de populations à travers un appareil administratif, culturel et militaire » mis en place en vue d'instruire les natifs et leur apporter le progrès, le développement et la modernité.

Colonialité : désigne « l'articulation planétaire d'un système de pouvoir occidental » qui a survécu au colonialisme et qui repose sur l'infériorisation des lieux, des groupes humains, des savoirs et des subjectivités non occidentales, et l'exploitation des ressources et des forces vives.

Contextualisation : la contextualisation est un aspect de la localisation ; il s'agit du processus qui consiste à prendre en compte la situation locale afin d'interpréter les normes existantes et d'adapter les indicateurs pour une application sensée. Son importance repose sur le fait qu'elle accroît l'efficacité de l'assistance humanitaire et aide les praticiens à maximiser les possibilités locales et à réduire les erreurs au minimum.

Décolonisation : la décolonisation correspond à la fois à une prise en main des destinées des nouvelles na-



tions par les élites locales et à une dénonciation virulente de ce que fut le colonialisme et de tout ce qui le rappelle de près ou de loin.

Désoccidentalisation : la désoccidentalisation est la volonté des sociétés non occidentales à se libérer de l'influence culturelle, politique et économique de l'occident. Une telle démarche valorise les traditions, pensées et modèles de développement locaux.

Eurocentrisme / occidentalocentrisme : l'eurocentrisme, ou européocentrisme, est une forme d'ethnocentrisme qui considère comme universelles les cultures, normes et valeurs européennes / occidentales.

Impérialisme culturel : l'impérialisme culturel est une manière de modifier les modes de vie pour les faire ressembler à celui de la culture dominante. Dans un contexte de mondialisation et d'internationalisation et de guerre économique, l'impérialisme culturel se manifesterait par la recherche d'influences socioculturelles.

Ingérence : intervention non désirée dans les affaires par une tierce partie. L'ingérence peut s'effectuer sur le plan individuel, organisationnel ou international. L'ingérence prend diverses formes : politique, économique, sociale, culturelle, religieuse, humanitaire.

Interculturel : l'interculturalité se réfère à l'échange réciproque entre des normes et des visions culturelles qui interagissent ensemble, non pas

dans une logique de compétition, mais plutôt dans le cadre d'une compréhension culturelle et d'un système de valeurs mutuelles.

Intersectionnel : concept visant à révéler la pluralité des discriminations de classe, de sexe et de race.

Localisation : aujourd'hui, la deuxième version du Grand Bargain mobilise ces mêmes acteurs dans la réforme du secteur humanitaire. Des organisations s'engagent ainsi à localiser leur aide. Cela passe par des partenariats avec des organisations locales, par le financement de leurs activités et leur inclusion dans le processus de prise de décision.

Modèle voyageur : les « modèles voyageurs » sont des interventions standardisées d'ingénierie sociale typiques de l'industrie du développement. Élaborés par des experts internationaux, portés et financés par des institutions de développement, ils sont exportés massivement vers les pays à faibles revenus, dans des configurations relativement similaires quels que soient les contextes.

Néocolonial : terme utilisé pour dénoncer le maintien ou le retour du colonialisme, c'est-à-dire de la volonté de domination coloniale, après l'indépendance, éventuellement dans des formes détournées ou discrètes. Le terme qui désigne donc une situation (l'existence de pressions politiques, économiques et culturelles).



glossaire

Néolibéralisme : renouvellement des thèses économiques libérales qui ont inspiré les politiques économiques des pays occidentaux. Le néolibéralisme ne propose pas d'éliminer l'État mais d'en réduire la taille. Selon cette conception, celui-ci doit jouer un rôle limité et laisser une large place au marché.

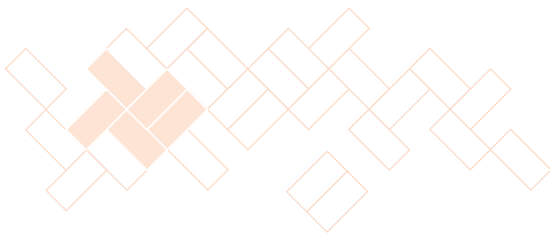
Post-colonialisme : les discours du développement sont porteurs d'une vision qui promeut des interventions et les justifie, tout en délégitimant et en excluant les autres visions. Ils impliquent des relations de pouvoir, certaines formes de connaissance étant dominantes et d'autres exclues. Le post-colonialisme s'efforce donc de relier les discours et les relations de domination au sein desquelles ils sont produits. Le post-colonialisme conteste aussi le rôle moindre donné aux populations locales pour les programmes de développement, demandant ainsi que leurs voix soient entendues et que leurs idées y soient incorporées.

Relativisme culturel : le relativisme culturel est l'idée que toutes les croyances, coutumes et principes moraux sont relatifs au contexte social de la personne. Autrement dit, le bien et le mal varient en fonction des cultures et ce qui est considéré comme moral dans une société donnée peut être considéré comme immoral dans une autre. Puisqu'il n'y a pas de norme morale universelle, personne n'a le droit de juger les coutumes d'une autre société.

Universalisme / pluriversalisme : conceptualisé sous le terme de « pluriversalisme » qui s'oppose à l'universalisme, ce projet tend vers une universalité horizontale et plurielle, qui résulterait d'une mise en dialogue des épistémologies et du fruit de leur interaction. La transmodernité propose la « diversité » comme projet de décolonisation et d'alternative à la version eurocentrée de la modernité.

*Glossaire réalisé par
Action contre la Faim*





Décolonisation de l'aide humanitaire : le Groupe URD (re)lance le débat

par Groupe URD, avec la collaboration de Damien Guillou

Des intentions parfois louables mais, très souvent, un sujet traité en surface. Bien qu'explorée ces dernières années, la décolonisation de l'aide semble ne pas être abordée avec l'épaisseur nécessaire par les acteurs – en particulier francophones – d'un secteur qui, par manque de temps, de moyens, ou simplement de recul, peine à se poser une question pourtant centrale afin de dessiner son avenir. En axant la 17^e édition de ses Universités d'Automne de l'Humanitaire (UAH) sur cette thématique aussi sensible qu'inévitable, le Groupe URD a mis autour de la table une cinquantaine d'acteurs de l'humanitaire, du développement et d'experts en la matière. Un événement qui pourrait faire date.

La multiplication des crises climatiques en 2019, les pistes pour redonner du sens à la qualité de l'aide en 2022, des discussions portant sur la fin de l'innocence politique l'an passé (...) : depuis une quinzaine d'années, le Groupe URD rassemble, lors de ses Universités, autour de sujets forts. Un parti-pris poursuivi en 2024, en ouvrant un espace d'échange et de réflexion collaborative sur une question sensible : « quel(s) chemin(s) vers une aide décolonisée ? ». Osé mais nécessaire, pour ne pas dire vital, ce coup de pied dans la fourmière de la sphère

humanitaire francophone s'inscrit dans un contexte de transformation profonde des équilibres internationaux, sur fond de perte d'influence de l'occident. Sur le terrain, les fondamentaux de l'aide sont, en effet, de plus en plus souvent remis en question, voire rejetés, par certains acteurs locaux pointant du doigt des intérêts masqués ou encore le maintien d'une relation de domination. Parmi les plus récentes illustrations de ces tensions, des pays du Sahel n'hésitent par exemple plus à rompre leur coopération avec les acteurs de l'aide et leurs partenaires. Professeur à l'Université de Manchester (Royaume-Uni), où il a co-fondé le *Humanitarian and Conflict Response Institute*, Bertrand Taithe rappelle tout d'abord l'héritage colonial des pays dits du Nord global : « *il y a là quelque chose d'indéniable, qui touche non seulement aux relations de pouvoir ou à celles liées à la production du savoir, mais aussi à l'identité, à nos histoires personnelles, et nos sociétés dans leur ensemble... Dans les faits, cela se traduit par des non-dits, des pratiques de pouvoir inégales et, il faut le dire, par certaines formes de violences. Tout cela, il s'agit déjà de le reconnaître, afin de pouvoir relever au mieux les défis qui s'ensuivent* ». De quoi lancer les débats autour d'une première table ronde durant laquelle les discussions sur les raisons de parler de la décolonisation de l'aide sont d'emblée



très vives. Et aussi, de poser les bases des échanges qui suivront, et durant lesquels il sera question de l'intérêt d'un réveil – institutionnel et individuel – de l'impératif de changement, puis des chemins pour y parvenir. Parmi les constats qu'elle a pu faire dans le cadre de son travail – en tant que chercheuse externe indépendante – pour comprendre les relations de pouvoir et d'inégalités au sein de Médecins Sans Frontières, Eleanor Davey décrypte l'influence de la culture de l'urgence, souvent propre au secteur : « *cela a tendance à dessiner les contours d'un certain imaginaire, d'une vision à court terme axée sur la nécessité d'une tâche immédiate qui ne correspond pas toujours à la réalité du terrain. Chez MSF UK, ce fonctionnement se traduit par un mode opératoire selon lequel des décisions doivent être prises rapidement. Traduction : les communautés locales ne sont pas assez souvent consultées, et les équipes envoyées sur place sont automatiquement considérées comme expertes et référentes. Mais en se positionnant en sauveur, c'est aussi*

le libre arbitre et le savoir-faire des concernés que l'on ignore. Et cela contribue à creuser les inégalités ».

D E L'ESPOIR EN PERSPECTIVE ?

Dans le sillage des tables rondes imaginées par le Groupe URD pour véritablement poser le sujet de la décolonisation de l'aide, les UAH se poursuivent ensuite via des forums durant lesquels les participants débattent sur des thèmes qu'elles / ils ont eux-mêmes déterminés. Parmi les nombreux questionnements soulevés : comment changer les postures à l'échelle individuelle, mais aussi au niveau institutionnel et politique ? De quelles façons mieux prendre en compte un contexte géopolitique souvent indécis ? Quelle place à des questions de colonialité dans les réflexions actuelles autour de l'empreinte environnementale et l'adaptation au changement climatique ? Dans quelle mesure les ONG et



© Groupe URD



associations doivent se positionner – pour ne pas dire militer – sur la question de colonialité ? (...). Toutes ces discussions, à la fois intenses et animées, avaient notamment pour objectif de faire ressortir les limites, les solutions et autres perspectives qui, demain, ouvriraient les brèches d'une action humanitaire plus consciente de certains réflexes à faire disparaître. Dans sa restitution, une première participante en appelle tout d'abord au « *courage de se remettre en question, par exemple sur les moments où l'on fait encore preuve d'une sorte de suprématie blanche, bien sûr, mais aussi pour signaler, alerter, lorsque l'on constate la mise en place de postures de domination* ». Un groupe de travail s'attarde quant à lui sur la question – cruciale – de l'accès aux financements de l'aide humanitaire, et d'un système qui, sur ce point comme sur de nombreux autres, montre ses limites. Craintes de certaines ONG internationales et bailleurs de laisser la main à des partenaires locaux, risques liés aux modalités de prises en charge, intérêt à faire preuve de plus d'innovation et de flexibilité sur le sujet, partage de responsabilité : « *les financeurs doivent changer leur façon de voir les choses* », invite un intervenant qui travaille en Afrique de l'Ouest, avant de voir sa voisine abonder en rappelant l'exemple du fonds vert pour la transition écologique, dont l'accès au guichet semble peu accessible pour certaines organisations. Dans un registre encore plus radical – « *une*

nécessité », entend-t-on à plusieurs reprises dans l'assistance – certaines voix argumentent sur l'idée d'instaurer, au sein des ONG françaises, des quotas de membres issus du Sud global et / ou en dessous d'un certain âge pour créer une dynamique de gouvernance plus inclusive et représentative au sein des ONG. Les questions d'alliance entre acteurs pour porter des positionnements collectifs à l'échelle internationale, ou encore la clarification du principe de neutralité en lien avec le politique, sont également posées. « *Il existe, notamment pour la jeune génération, des non-prises de position qui demeurent aujourd'hui incomprises. Là aussi, une prise de risque est sans doute incontournable* », abonde le porte-parole d'un groupe de travail. Des modèles coloniaux persistants ? Une hypocrisie latente ? Des rapports de force qui, au final, restent inchangés et créent des tensions entre humanitaires eux-mêmes ? Et si, au final, le secteur dans son ensemble se trouvait dans l'obligation de redéfinir son propre projet politique ainsi que ses modèles d'interventions ? Car plus qu'une simple déconstruction pour faire bouger les lignes, c'est bien une injonction à évoluer qui souffle autour des UAH version 2024. « *Pour passer de l'aide à l'entraide* » conclut une participante. De quoi rappeler à quel point les humanitaires et acteurs du développement sont plus que jamais à la croisée des chemins ... ✨

Groupe URD, avec la collaboration de
Damien Guillou



3 questions

à Ylva Berg

« L'INCLUSION PASSE AUSSI PAR LA RÉPARATION »

Sollicitée - avec sa consœur Céline Gaza - par le Groupe URD, Ylva Berg explique l'importance d'instaurer un cadre d'échange bienveillant et suffisamment sécurisé lors d'une rencontre telle que ces UAH.

Pourquoi est-il primordial d'avoir une personne ressource sur les questions de gestion de conflits lors d'un tel événement ?

Ylva Berg : « Quel que soit le contexte, il existe dans tout groupe des tensions suite aux dynamiques de pouvoir. Mon approche consiste, pour commencer, à créer des liens entre les individus du groupe, et à augmenter la conscience collective sur les sensibilités de la thématique abordée. Sur un sujet aussi sensible que la décolonisation, abordé lors des UAH, il est important de capter les dynamiques d'exclusion et d'oppression automatiques qui se montrent, pour pouvoir réparer les liens abîmés ».

Quelle a été votre démarche ?

Y.B. : « Notre accompagnement a débuté en amont de l'événement, par un coaching de l'équipe organisatrice, notamment en décolonisant le programme, et en répartissant les rôles des intervenant.e.s d'une façon plus

équitable. Sur place, nous avons tout d'abord créé un espace de dialogue avec les participant.e.s, intervenant.e.s et organisateur.ices, et donc une atmosphère plus sécurisée, afin de faciliter les contacts et l'expression des ressentis entre elleux. L'observation du langage verbal ou non verbal des personnes présentes est également très importante. Elle permet de repérer les signes d'exclusion et les dynamiques toxiques, et de revenir à la connexion ».

C'est donc dans la réparation que se trouve une forme d'inclusion...

Y.B. : « Exactement. On l'a d'ailleurs vécu dès le premier jour des UAH, lorsque certaines interventions ont impacté des participant.e.s. On a pu les accueillir et agir en fonction des besoins d'équité exprimés. Un moment de rupture suivi par une action réparatrice mène à une prise de conscience collective, et donne l'exemple aux autres qui pourront à leur tour se porter co-responsable de la gestion des tensions par la suite ». ✨



PAROLES D'ACTEURS

Une sémantique à reconsidérer

Une des violences de la colonisation est de retirer l'identité de l'autre pour mieux l'assujettir ou faire ce que l'on veut de lui. Le système de l'aide a hérité de pas mal de choses dont une certaine sémantique. Appeler les autres des « cibles », c'est quelque chose de violent. Je pense aussi à la façon systématique de se positionner en « expert », mais qui est réellement expert d'une situation ? La personne qui la vit, ou nous, avec notre savoir académique ? « Mission exploratoire », « terrain », « bénéfice », « besoins » etc. : il faut commencer par revoir notre sémantique.

Martine Gwana Passa,
chargée d'appui à la direction scientifique pour le Gret.

Un secteur poussé dans ses retranchements

Il existe dans certaines zones du globe un phénomène de dédagisme, et le secteur est poussé dans ses retranchements par les États partenaires, la société civile, la jeunesse, à se questionner à nouveau, à mettre en place d'autres cadres. Se retrouver, ici, ensemble, face à cette urgence, est un signe fort.

Alexandra Vasseur,
consultante indépendante en gestion des transitions pour un développement durable inclusif.





Un sujet qui mérite des analyses nuancées

J'ai toujours un peu peur du dogme et de la pensée dominante sur le sujet de la décolonisation de l'humanitaire qui reste piégeux et, à mon sens, mérite des analyses nuancées. Soyons clair : il y a des États/pays dans lesquels il n'existe pas une liberté associative nous permettant de travailler avec des ONG locales. Il faut aussi en avoir conscience, car c'est également un sujet sur lequel nous devons travailler.

Carine Magen-Fabregat,

référente méthodes qualitatives
et approches communautaires - département expertise et
plaidoyer d'Action Contre la Faim.

Des idées qui germent

Les raisons de ma présence aux UAH ?
Me nourrir des réflexions qui y germent et les partager avec les différentes instances de Médecins du Monde. La décolonisation de l'aide reste un sujet éminemment complexe, qui va chercher au plus profond de nos histoires personnelles et collectives. C'est un long processus, que j'ai envie de continuer à faire infuser au sein de ma structure, dans le cadre de la mise en œuvre de notre plan stratégique.

Christophe Vavasseur,

réfèrent évolutions stratégiques
chez Médecins du Monde.



Revoir le positionnement des ONG internationales

Le mode de fonctionnement de la solidarité, aujourd'hui encore, laisse penser que les ONG ou structures locales ne peuvent pas gérer des fonds, rendre compte, respecter une gouvernance etc. Ce n'est pas la réalité et, en attendant de tordre le cou à ces croyances, ce sont les ONG internationales qui continuent à capter la majorité des financements et réfléchissent à la place des communautés pour, dans un second temps seulement, créer des partenariats. Une relation de confiance reste à créer entre les bailleurs et les acteurs locaux. De leur côté, les ONG doivent revoir leur positionnement, et par exemple intégrer le fait de jouer un rôle d'intermédiaire, car il y a parfois, sur le terrain, des équipes avec une expertise et des compétences avérées, capables de prendre le relai.

Hamet Diallo,

chef de projet Gestion intégrée
des ressources en eau pour le Gret.

M'inspirer des UAH dans le cadre de mon activité

Au-delà d'y avoir rencontré des personnes avec qui je compte bien rester en contact, je ressors de ces UAH avec une meilleure compréhension de la décolonisation, et de l'importance qu'elle peut encore prendre aussi bien à des niveaux systémiques, structurels que personnels. Je vais veiller à ce que le sujet soit mieux pris en compte, désormais, dans le cadre de mon activité.

Felicity Fallon,

responsable de l'apprentissage et
des événements pour Sphere Standards.



TRIBUNE GROUPE URD

DÉCOLONISER L'AIDE, UNE URGENCE QUI N'ATTEND PLUS

Nous le savions avant même d'accueillir les participants : placer le sujet de la décolonisation de l'aide humanitaire au cœur de nos UAH allait faire parler. Ce fut le cas. Et pour ne rien cacher, cela l'avait également été au sein même de nos équipes, lorsque s'est posée la question de la thématique de cette édition 2024. Plus que créer le débat, notre intention était surtout de prendre un temps pour (se) rendre compte d'une situation que nous jugeons urgente pour l'ensemble du secteur.

Il est temps de ne plus se cacher, et d'en finir avec des modes de fonctionnement et autres réflexes post-coloniaux qui infusent, aujourd'hui encore, sur tous les terrains. Après la prise de conscience, l'heure est au passage à l'acte. Pour assumer l'histoire de nos organisations, déconstruire, faire bouger les lignes, définir un nouveau modèle et, n'ayons pas peur des mots, et des maux, assurer l'avenir d'une solidarité internationale que nous croyons tout autant menacée par des transformations externes que par ses propres habitudes.

Dans cette optique, et pour toutes ces raisons, le Groupe URD exhorte l'ensemble des acteurs du secteur à se positionner, à prendre part, et donc à évoluer sur la question de la décolonisation. Reconnaissance des compétences de la société civile et des forces en présence sur le terrain, nouveaux mécanismes d'entraide, volonté de coalitions pour avancer sur des causes communes, inclusion, projets associatifs d'une autre sorte (...) : nous appelons associations et ONG à contribuer, à nos côtés, à l'émergence d'un mouvement de réflexion global. Un mouvement crucial pour notre avenir.



rencontre

avec Sabrina Guerard

Après 10 années passées à la direction générale de la coopération internationale au sein du ministère des Affaires étrangères, Sabrina Guérard travaille depuis plus de 15 ans à l'AFD. Elle y a occupé plusieurs postes (coordinateur géographique, responsable d'agence, chargée d'évaluation/capitalisation). Actuellement, elle travaille au sein du Campus groupe de l'AFD comme ingénieure pédagogique notamment dans le domaine de la transformation des organisations.



Dans votre travail avec le Campus AFD, vous cherchez à questionner les manières de faire actuelles de l'Agence française de développement (AFD). Comment amenez-vous les discussions autour de la (dé)colonisation de l'aide ?

Sabrina Guerard : Quelques mots sur le Campus groupe AFD avant de vous répondre. Le Campus groupe est l'université d'entreprise du groupe Agence française de développement dont l'originalité est de s'adresser à la fois à un public interne et externe. Le Campus groupe accompagne la construction de compréhensions en commun des défis portés par ce monde en profonde mutation, le partage d'expériences et l'acquisition des compétences nécessaires aux différents métiers présents dans le Groupe et chez

celles et ceux en charge, dans les Suds, de la conception et de la mise en œuvre de politiques ou projets qui accélèrent les transitions.

Au regard des enjeux du XXI^{ème} Siècle, la pédagogie du Campus repose sur l'idée qu'il est indispensable de former autrement et sur de nouvelles compétences, ce que l'on nomme « formation transformationnelle ». Il s'agit là de sortir des évidences et de nos croyances, de déclencher des prises de conscience suivies d'un passage à l'action et de questionner nos approches et nos postures, notamment en lien avec les logiques coloniales.

Pour cela, le Campus groupe AFD cherche à créer des expériences dites transformationnelles, via un processus pédagogique individuel assez introspectif qui se vit au sein d'un collectif à travers 5 étapes. La première consiste en un diagnostic à travers une prise conscience que nos regards sont situés et territorialisés, suivie par l'identification de ce qui nous met en mouvement que ce soit au niveau personnel ou au niveau de l'organisation, notre élan, notre cap, pour ensuite visualiser de possibles souhaitables à transformer en moyens de se mettre en action pour les atteindre durablement par un ancrage au sein d'une communauté d'acteurs portée par le même élan. Le parcours PLAY du Campus s'inspire de cette courbe en U de la transformation.

Au-delà de l'entrée historique, la valeur-ajoutée du Campus pour parler de colonialité est donc d'amener à questionner nos pratiques professionnelles via cette démarche



transformationnelle, qui s'adresse à la fois à la tête, au corps et aux émotions, afin de ne pas s'arrêter aux discours et d'engager l'action.

À votre avis, comment la question de la décolonisation de l'aide impacte-t-elle la relation entre les bailleurs, les ONG internationales et les acteurs locaux ?

S.G. : Sous l'impulsion du Président de la République, la France s'est engagée dans ce questionnement sur les postures coloniales. La présence française en Afrique et la politique de développement évoluent et doivent encore poursuivre leur mue. Celle-ci est probablement engagée depuis une vingtaine d'années, avec la montée des défis globaux, la fin de la séparation entre les blocs Sud et Nord et la transformation profonde de l'Afrique, dont les événements récents au Sahel sont une des manifestations. Dans ce contexte, le renouvellement de la politique de la France, en particulier sa politique de développement, en Afrique et, plus largement, le changement des postures et pratiques professionnelles des institutions publiques françaises qui y interviennent doivent s'accélérer, de même que le narratif qui les fonde. La conférence de Ougadougou en 2017, le Sommet de Montpellier en 2021 sont autant de points de rencontre entre acteurs, pour aller dans ce sens.

Rester en relation avec ces pays implique de donner des signes, faire des gestes qui montrent que nous avons compris « comment nous devons changer » et le traduire concrètement dans des actions. Le premier des changements

relève peut-être de la clarification de nos intérêts à œuvrer pour une politique de coopération. Clarifier nos intérêts et les expliciter face au partenaire est le fondement essentiel d'une relation de confiance fondée sur la reconnaissance de l'Autre comme sujet et non objet d'une politique de développement. L'asymétrie entre pays est un fait et la politique de coopération tend à œuvrer pour réduire les inégalités. Ce qui est en jeu dans la relation relève moins de cette asymétrie réelle que des rapports de domination qui s'expriment encore trop dans cette politique de coopération. C'est cela qu'il nous est reproché, et c'est sur cela qu'il nous faut travailler au niveau individuel, au niveau organisationnel et à l'échelle du système.

Quels sont les principaux défis auxquels les bailleurs de fonds sont confrontés lorsqu'ils cherchent à promouvoir une approche plus équitable et décolonisée de l'aide, et comment peuvent-ils être surmontés ?

S.G. : Les prises de conscience et changements de posture sont complexes et prennent du temps. Changer de posture nécessite déjà d'avoir pris conscience qu'il y a un problème. Le rapport de domination est généralement inconscient, donc il faut déjà l'identifier, le déconstruire, travailler dessus au niveau individuel puis organisationnel, ce qui est un long travail ! Cela demande beaucoup d'humilité et de constance pour ne pas se laisser enfermer dans un effet de mode et rester sincère dans la démarche.



Un point de vigilance consiste à ne pas retomber dans un phénomène de domination en mettant à l'agenda cette question, avec une bonne intention certes, mais en étant finalement très prescriptif sur ce qui est ou serait « bon » pour l'autre. Cela veut dire toujours rester dans le dialogue et l'écoute des partenaires, leur laisser du pouvoir et de l'espace, notamment sur la façon dont ils aimeraient traiter cette question de la colonialité.

Enfin, concrètement, au Campus, ces parcours de transformation prennent la forme de résidences-formations de deux-trois jours, comme nous l'avons fait avec le « Groupe de Plaisians » (voir encadré), mais également en interne AFD à Arles. Ces temps d'échange ont permis d'identifier des axes de travail comme la nécessité de clarifier nos intérêts et nos attentes à l'égard de cette politique de coopération, la réflexion sur les processus de décision et rapport de pouvoir au sein des processus d'instruction



Changer de posture nécessite déjà d'avoir pris conscience qu'il y a un problème.

Le rapport de domination est généralement inconscient, donc il faut déjà l'identifier, le déconstruire, travailler dessus au niveau individuel puis organisationnel.



de projets financés par le groupe AFD, des démarches de redevabilité, d'évaluation, le juste positionnement de l'expertise technique en précisant les rôles et fonctions de chacun, mais aussi un axe sur la communication sur les opérations financées en ayant en tête de garder notre juste place sur la photo, plutôt en arrière-plan.

Nous testons ces formats et devons encore les améliorer. Les prochaines étapes seraient d'ouvrir ces temps d'échange et de réflexion aux partenaires des Suds, pour poser de nouveaux cadres de dialogue sur la base de postures revisitées afin de discuter de notre relation, de ce qui la fonde et de nos modalités de travail concrètes.

C'est un énorme travail, qui prendra du temps. L'essentiel est que nous le fassions avec humilité et en collaboration avec les acteurs directement concernés dont les partenaires avec lesquels nous coopérons, mais également, la société civile, le secteur privé, les fondations et les parlementaires. Des démarches portées par le même souffle essaient de part et d'autre, notamment chez les humanitaires, notre souhait est de pouvoir se retrouver pour construire la suite de cette politique ensemble. ✨

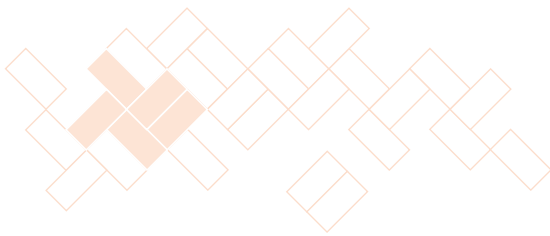


Un Groupe de travail s'est réuni en avril 2024 à Plaisians (accueilli par le Groupe URD), dans un format Chatham House, dans l'objectif de lancer un processus d'identification et de dépassement des habitus de nos pratiques et postures de coopération en Afrique, telles qu'elles se sont structurées dans les institutions concernées après les décolonisations, afin de proposer de nouvelles modalités d'action.

Ce groupe n'a pas de mandat, ni de légitimité institutionnelle, les membres se sont exprimés en leur nom personnel, l'enjeu étant de lancer une dynamique de transformation, ensuite librement portée au sein de chacune des institutions.

Ce groupe poursuit son travail sur le chemin d'une clarification des intérêts de la France à être en coopération en Afrique, pour refonder une relation de confiance, à la fois pour soigner le lien avec nos partenaires et comme moyen de regagner en crédibilité et écoute lorsqu'il s'agit de défendre des intérêts liés aux biens communs universaux.

Liste des institutions participant au groupe de Plaisians : MEAE, ministère des Finances, ministère de l'Outremer, ministère des Armées, France Média Monde, IRD, CIRAD, AFD, Expertise France, Instituts Français, CFI. Une chercheuse camerounaise a pu assister aux échanges dans une fonction de « contrepoint ».



Interroger un système de pouvoir et de valeurs, diversité de réponses des OSC françaises

par Anna Diaz, Mélanie Pelascini, Anaïs Tamani

La discussion sur la décolonisation de l'aide émerge dans l'espace francophone, notamment au sein des organisations de la société civile (OSC) françaises. Poussées par les enjeux de partenariats, de localisation de l'aide et par le contexte sociopolitique, les OSC tendent à se questionner sur leurs pratiques. Cette réflexion, connexe à des concepts théoriques difficilement appréhendables (décolonisation, décentralisation, localisation...), est mise en pratique selon les cadres et ressources disponibles, et plus ou moins flexibles, de chaque OSC. Le caractère sensible de ce sujet et les contraintes de son appropriation induisent une diversité de réponses du secteur.

A PPRÉHENDER LA DÉCOLONISATION DE L'AIDE

Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI), propose des éléments de discussion sur les processus de transformation des OSI françaises face à l'intérêt croissant

que suscitent les enjeux de décolonisation. Cet article s'inscrit dans la critique du contexte général actuel, de celui de Coordination SUD et de ses organisations membres, reconnaissant les origines de l'aide et l'héritage colonial de la France. Cette analyse se base sur des connaissances situées et limitées au cadre de travail de Coordination SUD.

Dépassant l'acceptation courante du terme, le concept de « décolonisation » est de plus en plus interrogé dans le domaine des sciences sociales, mais aussi au sein du secteur de la solidarité internationale (SI). Passant d'un état de fait à un processus, d'un phénomène historique arrêté dans le temps à un objectif d'émancipation aux contours d'ordre chronologique, spatial et politique indéterminés, la théorisation du concept de décolonisation se nourrit des critiques du néocolonialisme.

Dès lors, sa définition ne s'arrête pas au combat des nations colonisées pour l'indépendance territoriale et administrative obtenue au XX^{ème} siècle. Elle se nourrit des théories sudaméricaines, en particulier de la théorie de la colonialité¹ du sociologue péruvien Aníbal Quijano. Pour lui, la colonialité est un phénomène plus

1 A. Quijano, «Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina», in Edgardo Lander (ed.), *La Colonialidad del Saber: Eurocentrismo y Ciencias Sociales. Perspectivas Latinoamericanas*, Buenos Aires : Clacso, 2000, p. 201-245.



complexe que le colonialisme – compris comme la « situation de soumission de certains peuples essentiellement par l'appareil administratif et militaire métropolitain »². Il fait référence à la présupposition erronée de l'existence d'un savoir « occidental » hégémonique et universel qui justifierait un système de pouvoir géopolitique fondé sur « l'infériorisation prétendument naturelle des lieux, des groupes humains, des savoirs et des subjectivités non occidentales »³. Le secteur de la SI s'est emparé de ce concept pour dénoncer le phénomène de persistance coloniale et d'inégalité imprégnant les relations entre ses propres acteurs et actrices⁴. La décolonisation de l'aide fait référence à un processus de transformation globale des modes de pensée, d'action et des structures de pouvoir des organisations de SI.

La critique s'est accrue à la suite du *Grand Bargain*⁵, conclu dans le cadre du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016, qui introduit le concept de localisation de l'aide visant à mieux impliquer les OSC locales et nationales à chaque phase de l'action humanitaire. Malgré les engagements pris, l'objectif phare de cet accord – avoir canalisé au moins

25 % du budget de l'aide humanitaire directement vers les organisations locales et nationales dès 2020 – n'est toujours pas atteint en 2024. Ces OSC restent fréquemment des bénéficiaires passives, dont la participation est soumise à la discrétion des parties prenantes occidentales. Ainsi, moins de 10% du soutien financier du Comité d'aide au développement est destiné aux OSC du Sud global⁶. Les modalités de financement des bailleurs internationaux maintiennent trop souvent une aide fléchée, ne permettant pas aux OSC locales de déterminer leurs propres priorités et modes d'intervention. Les modalités contractuelles, financières et administratives sont calquées sur des méthodes et dispositions de gestion occidentales, favorisant un même type d'OSC. Bien qu'un investissement local permettrait une aide « plus rapide, moins coûteuse et mieux ancrée dans la réalité spécifique à chaque contexte »⁷, la localisation de l'aide peine à se mettre en œuvre. Après consultation de plus de 150 OSC, *Peace Direct* a alerté sur le risque de réinterprétation du concept de localisation pour défendre une position organisationnelle en faveur du système occidental, semblant justifier un *statu quo* et l'intervention d'OSC internationales⁸.

2 A. Escobar et E. Restrepo, *Anthropologies hégémoniques et colonialité*, Cahiers des Amériques latines, 62, 2009, p.83-95.

3 Ibid.

4 D. Alalouf-Hall, «Entre «universalisme» et «localisme», Les Degrés de Percolation Des Standards SPHÈRE», *Revue Canadienne d'études Du Développement* 43, n°4, octobre 2022, p.487-508 ; WACSI, *Décolonisation de l'aide : perspectives de la société civile d'Afrique Sub-saharienne francophone*, Accra, Ghana, 2023 ; Partos, *La décolonisation de l'aide au développement*, 2022.

5 V. Interaagency Standing Committee, *About the Grand Bargain*, 2023.

6 Peace Direct, *The founding bias against the Global South*, 2024, p.9.

7 L. Ricart, *Quelle(s) localisation(s) pour le travail humanitaire de demain ? Alternatives humanitaires*, n°26, juillet 2024, p.30-38.

8 Peace Direct, *Décolonisation de l'aide et consolidation de la paix*, 2020, p.11.



C'est le cas lorsqu'une OSI implante son bureau pays avec le statut d'organisation locale plutôt que branche d'une structure internationale (et occidentale). Tant que le concept de localisation ne considèrera pas le colonialisme ancré dans le secteur de la SI, il s'apparentera davantage à un exercice technocratique et managérial.

Le scepticisme généré par les enjeux de réinterprétation du terme de localisation a mis en lumière le besoin d'interroger l'ensemble du système de valeurs dans lequel s'ancrent les parties prenantes de la SI. Ce faisant, un clivage se crée, révélant un intérêt et une prise de conscience différenciés des OSI.

VERS UNE CO-CONSTRUCTION DE L'AIDE DÉPASSANT L'HÉRITAGE COLONIAL

Trouvant racine dans les politiques de développement des années 1960, les cadres actuels de l'aide internationale ont été majoritairement pensés selon un prisme occidental. Bien qu'ayant évolué, ils sont jugés peu agiles, trop techniques et restreignant le droit d'initiative des OSC locales et nationales. Leur risque est double : d'une part, exclure toute entité formelle ou informelle locale ne pouvant répondre aux exigences de ces cadres ; se diriger, d'autre part, vers une standardisation des OSC qui adopteraient les modes et pratiques organisationnelles d'OSI occidentales,

répliquant (in)consciemment ce qui est reproché aux prémices de l'aide internationale. Exceptionnellement, des OSC concrétisent leur souhait d'indépendance, à l'image des bureaux locaux de Care en Inde et au Maroc s'étant autonomisés de Care USA et Care France⁹.

Les OSC françaises sont, elles aussi, à la fois tributaires et productrices de ces cadres. Elles cherchent à répondre aux attentes de différentes parties prenantes et à maintenir un certain équilibre. On le trouve par exemple dans la mise en œuvre de fonds intermédiés tels que le Fonds de soutien aux organisations féministes¹⁰. Porté par des consortiums comprenant des OSC internationales et du Sud global, ce fond a pour objectif de soutenir financièrement et techniquement le renforcement d'OSC



Tant que le concept de localisation ne considèrera pas le colonialisme ancré dans le secteur de la solidarité internationale, il s'apparentera davantage à un exercice technocratique et managérial.



9 L. Caramel, Le mouvement Black Lives Matter contraint les ONG humanitaires à un examen de conscience, *Le Monde*, 7 juillet 2020.

10 Plus d'information sur le FSOF [ici](#).



féministes locales (projets, capacités techniques, mises en réseau...). Bien que les résultats soient vecteurs de transformation, la pratique se heurte parfois à des limites inhérentes aux exigences contractuelles, intériorisées tant par les OSI que par leurs représentations locales.

Avec les pays non occidentaux comme parties prenantes de leur définition, les Objectifs du développement durable (ODD) corroborent la volonté de l'ONU d'aller vers une co-construction et une solidarité entre territoires par la mise en avant de cibles et d'enjeux communs et interdépendants (climat, biodiversité, eau, paix, migrations...). Certaines OSC françaises y retrouvent l'ADN de leur création, ce cadre n'opposant pas les espaces mais intégrant les enjeux de manière complémentaire. C'est notamment le cas du Grdr Migrations-Citoyenneté-Développement qui garantit un ancrage local à tous les niveaux de sa stratégie, de sa gouvernance aux opérations. L'organisation est construite autour de la rencontre entre des professionnel·les migrant·es originaires du bassin du Fleuve Sénégal – constituant sa base associative – et des expertises françaises souhaitant accompagner les appuis apportés à leur communauté d'origine. Ce-faisant, le Grdr pense l'aide internationale en plaçant les compétences et expertises locales au cœur de son action.

Cette reconnaissance des savoirs locaux cristallise de nombreuses attentes tant elle nécessite de dépasser l'héritage colonial. Combattre aujourd'hui l'invisibilisation de ces savoirs – qui furent abandonnés au profit de l'extractivisme et de l'industrialisation enrichissant les puissances coloniales et déstabilisant les écosystèmes, le cadre de vie et les structures traditionnelles et sociales des communautés locales – représente un énorme enjeu pour le développement durable. Et dans le système de l'aide, interroger les savoirs et les apprentissages est en ce sens primordial. En 2023, le F3E, tête de réseau française spécialisée dans les enjeux d'évaluation, de capitalisation et d'apprentissage, a questionné le déplacement du pouvoir de la connaissance avec un panel d'OSC représentatif des cinq continents.¹¹ Celui-ci concluait que « Le Sud » est vécu comme un « champ d'expérimentation pour le Nord » où y sont développés démarches, méthodologies, outils et processus pensés par les organisations occidentales laissant supposer que les territoires d'intervention sont vides de savoir, alors que le transfert oral de connaissances y est conséquent. Contrainte par ces cadres, la production de savoir n'est plus neutre et se prive ainsi, hélas, de connaissances cruciales.

11 F3E, *Équité et apprentissages dans un contexte de localisation de l'aide : « Déplacer le pouvoir de la connaissance : quels chemins vers une plus grande équité dans les processus d'apprentissages ? »*, webinaire du 20 avril 2023.



UN « DEUX POIDS, DEUX MESURES » INTERROGEANT LA LÉGITIMITÉ DES ONG

La répartition de l'aide atteste la tendance des pays colonisateurs à diriger les financements vers leurs anciennes colonies¹². Au niveau régional, l'Afrique de l'Ouest concentrait en 2021 la plus grande part de l'aide publique au développement (APD) française¹³, et la Belgique contribuait largement au financement de l'APD de la République démocratique du Congo.

Parallèlement, il est reproché aux États d'instrumentaliser, dans certains cas, l'aide à des fins stratégiques. Ce constat s'accroît dans le cadre de crises géopolitiques. Les pays occidentaux tiennent souvent un double discours sur leur politique étrangère. Récemment, tandis qu'elle ne réprime pas les gouvernements voisins du Tchad, de Guinée, ou du Gabon, la France a sanctionné les régimes militaires du Mali¹⁴, du Burkina Faso et du Niger en suspendant une partie de l'APD dont celle qui transite par les OSC françaises et locales, avec pour conséquence directe des populations locales abandonnées à leur sort, punies elles aussi. Cette position de défense des intérêts stratégiques et

économiques au détriment de la défense des droits des populations locales ou de la démocratie est vivement critiquée.

L'ensemble de ces constats participe à la prise de conscience graduelle de l'existence de « manières d'agir »¹⁵ héritées de la colonisation.

DES MOUVEMENTS SOCIAUX, NOUVEAUX OU DE GRANDE AMPLÉUR, POUSSENT LES OSC À SE QUESTIONNER

Ces dernières années, plusieurs mouvements sociaux pour le respect de la dignité et de l'intégrité des personnes ont dénoncé les processus de discrimination et de domination systémique. *Black Lives Matter* (BLM) et *#MeToo* ont confirmé la force de l'approche intersectionnelle des luttes telle que proposée dès 1989 par la juriste américaine Kimberley Crenshaw¹⁶. Analysant une structure de domination construite par l'intersection de diverses formes d'oppression se renforçant mutuellement, cette approche a permis aux mouvements de rassembler divers acteurs et actrices afin d'aborder le sujet des relations de pouvoir. Ces revendications ont traversé et interrogé les OSC, les obligeant à

12 D. Chiba et T. Heinrich, « Colonial Legacy and Foreign Aid: Decomposing the Colonial Bias », *International Interactions* 45(3), avril 2019, p.474-499.

13 France Diplomatie, *Bilan de l'aide publique au développement française en 2021*.

14 Le 16 novembre 2022, la France a officialisé sa décision de suspendre son APD pour le Mali, y compris celle transitant par les ONG, tout en maintenant les projets humanitaires. Les autorités maliennes ont répliqué avec un communiqué interdisant tout projet de coopération internationale financé par la France (communiqué 042 du Gouvernement de transition malien, 21 novembre 2022).

15 WACSI, op. cit.

16 K. Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, Vol.1989, Issue 1, Art.1989



© Colin Lloyd – Unsplash



un examen de conscience¹⁷ sur les discriminations systémiques et les rapports de pouvoir portés par le système occidental de la SI. Cette introspection commence par l'aveu d'un échec à « combattre le racisme institutionnel et [la participation] de cette culture blanche privilégiée » tel que reconnu par Médecins Sans Frontières International en réponse à l'indignation qui a émergé dans le contexte du mouvement BLM¹⁸. Nourries par ce contexte, les organisations du réseau Plan International ont mis en place des cadres pour conduire une transformation profonde des habitudes, postures et pratiques ancrées dans des paradigmes occidentaux. Ces cadres visent la déconstruction individuelle pour permettre l'évolution de la structure et une culture organisationnelle garantissant le traitement juste des parties prenantes. Plan International France forme ainsi ses équipes via un module intitulé « Pouvoirs, Privilèges et Biais cognitifs » créé en 2016 par le réseau et renforcé



Reflète de la diversité du secteur, les OSC françaises présentent une hétérogénéité de positionnements institutionnels sur la décolonisation de l'aide et de pratiques en découlant.



17 L. Caramel, op. cit.

18 Ibid.

à la suite du mouvement BLM en 2020. Il questionne les préjugés conscients et inconscients des personnes, et la manière dont elles utilisent et abusent de leur pouvoir et de leurs privilèges. L'ensemble de la démarche répond à la recherche d'une culture inclusive de l'organisation, dans le cadre de sa priorité stratégique consistant à être « *dirigée localement et connectée à l'échelle mondiale* » et à se positionner comme une organisation anti-raciste.

ENTRE IDENTITÉ **O**CCIDENTALE **E**T ASPIRATIONS **D**ÉCOLONIALES

Reflète de la diversité du secteur, les OSC françaises présentent une hétérogénéité de positionnements institutionnels sur la décolonisation de l'aide et de pratiques en découlant. Nombre de leurs travaux tendent cependant vers des relations partenariales plus équilibrées, équitables et réciproques, dépassant le « faire » et le « faire faire » au profit du « faire ensemble ». Le chemin vers la décolonisation de l'aide suit les dynamiques contextuelles, les revendications des mouvements sociaux, les voix critiques et pressantes d'OSC non occidentales. Entraînés par de grandes mutations géopolitiques allant vers une multipolarisation du monde, les contextes et territoires d'intervention des OSI se transforment, obligeant ces dernières à s'engager dans des discussions inconfortables.



Ces évolutions bousculent inévitablement la raison d'être des OSC françaises et remettent en cause leur utilité sociale. Elles leur imposent de repenser les pratiques, postures et métiers. C'est l'architecture de l'aide dans son entièreté qui doit évoluer pour garantir une réponse collective et équitable, promouvant la juste place de chaque organisation.

La nécessité d'agir collectivement dans un contexte de tensions multiples renforce la volonté des OSI à se transformer. Dans cette optique, Coordination SUD a lancé une étude dédiée à leurs capacités d'action.

Elle documentera et analysera en quoi les changements mondiaux poussent aujourd'hui les OSI françaises à se renouveler (à paraître en 2025). ❖

Coordination SUD est la plateforme nationale de 180 ONG françaises de solidarité internationale. Depuis 1994, elle rassemble les acteurs et actrices du secteur, les renforce, les représente et les défend.

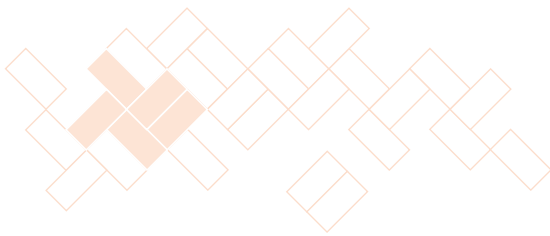
Anna Diaz, Chargée d'études et analyse à OngLAB, Coordination sud

Mélanie Pelascini, Chargée de mission Analyse & Plaidoyer à Coordination sud

Anaïs Tamani, Chargée de mission FRIO & Qualité à Coordination sud



© I_Am_Zews – Shutterstock



Synthèse critique de la décolonisation de l'aide humanitaire et de la localisation

par Carine Magen-Fabregat, Myriam Aït-Aïssa
et Pierre Alexandre Maiziere

En tant qu'ONG internationale, Action Contre la Faim (ACF) est appelée à se positionner face aux enjeux mondiaux et à réévaluer ses modalités d'intervention. Une analyse documentaire¹ sur la décolonisation des aides humanitaires, en lien avec les ambitions de localisation discutées lors du Sommet Humanitaire Mondial à Istanbul en 2016, a été initiée afin d'aider au positionnement de l'évolution stratégique et opérationnelle de l'organisation. Un examen critique des nombreuses ressources disponibles (bibliographie, conférences, guides méthodologiques, etc.) traitant de la décolonialité dans le secteur humanitaire a été réalisé. Le terme « décolonisation » suscite des réactions émotionnelles et idéologiques qui peuvent entraver l'élaboration d'un positionnement pertinent et efficace. Cet article vise à restituer les résultats de cette analyse afin d'aider à rationaliser le débat et d'en tirer des recommandations théoriques et pratiques pour l'organisation mais également les acteurs de l'humanitaire.

La complexité croissante de l'environnement géopolitique et la dégradation des conditions de vie des populations dans un grand nombre de contextes concernent directement les ONG. Il est attendu d'elles qu'elles restituent de façon claire et visible leurs expériences, y compris sensibles, du rapport inégalitaire Nord / Sud ou plus justement Riche / Pauvre. Il s'agit même d'une nécessité urgente pour :

- Améliorer l'efficacité et la qualité de leurs programmes.
- Répondre au problème majeur de l'accès humanitaire.
- Améliorer la perception par les populations de leur présence et par conséquent la sécurité des travailleurs humanitaires.
- Interroger la pérennité et la légitimité d'un avenir pour les ONGI sur le terrain.

L E TERME « DÉCOLONISATION » ET SA PROBLÉMATISATION

Le mot « décolonisation » est naturellement associé au contexte historique de l'accès

1 Méthodologie : à travers une revue de la littérature analysant 42 productions académiques, celles des ONGI et des ONG nationales / locales, des bailleurs de fonds, des traitements médiatiques et journalistiques du sujet, nous avons essayé d'identifier les courants de pensée et les choix sémantiques adoptés par les uns et les autres mais également de sérier le sujet. Il s'agira donc de penser la décolonialité – décolonisation – autour de thématiques clés pour le secteur telles que relevées dans ces sources : financement, partenariat, langage et communication, genre et féminisme, racisme. Cette approche devrait permettre des recommandations opérationnelles sous tendues par des axes transversaux : les valeurs, les savoirs et les pouvoirs.



à l'indépendance politique des anciens pays colonisés. Cependant, il porte en lui des ambiguïtés profondes. Dans les années 60, la décolonisation faisait référence à un processus politique souvent marqué par la violence, qui aboutissait à l'établissement d'un ordre colonial localisé, sans pour autant bouleverser les structures de pouvoir sous-jacentes. Aujourd'hui, la problématique de la « localisation » de l'aide humanitaire pourrait être perçue comme une reproduction de ce schéma, où l'on cherche simplement à installer des relais locaux pour un système inéquitable qui ne change pas en profondeur.

Le terme « décolonisation » a-t-il la même signification selon le locuteur et le pays qui l'utilise ? Comment analyser la dénonciation de la colonisation de l'aide par des acteurs qui n'ont ni la même expérience historique ni probablement les mêmes intentions lorsqu'ils évoquent le néocolonialisme, l'occidentocentrisme, le « Sauveur Blanc² », ou les rapports Nord-Sud ? Le choix sémantique n'est jamais neutre, et il est déterminant de comprendre les implications de ce choix pour pouvoir établir un rapport juste et efficace avec les populations affectées par les crises.

Il est indéniable qu'un malaise survient lorsqu'on se trouve face à l'instrumentalisation et le détournement de la terminologie décoloniale par des voix autoritaires ou réactionnaires.

Le néocolonialisme ou la colonialité de l'humanitaire peuvent être invoqués de manière paradoxale, pour décrédibiliser et saper des positionnements féministes, la défense des droits LGBT, ou la protection des personnes particulièrement marginalisées dans leur propre pays.

Comment, par exemple, traiter la contradiction sémantique lorsque, lors de l'ouverture de la conférence de l'AfraVIH au Cameroun, un activiste réclame la décolonisation de la lutte contre le VIH³, alors que le gouvernement de ce pays considère la défense des droits LGBT comme une influence coloniale ? Comment expliquer que des combattants armés anticoloniaux en Inde se transforment aujourd'hui en milice oppressant la population musulmane de leur pays⁴ ? Que dire de cette perversion qui voit des représentants de populations autochtones ou militantes anticoloniales, dans les DOM-TOM français par exemple, s'associer à l'initiative de Bakou⁵, orchestrée par l'Azerbaïdjan ?

Il est crucial de savoir comment échapper au piège tendu par la culpabilité postcoloniale, qui pourrait nous faire céder aux accusations des valeurs occidentales par des dictatures ou des gouvernements autoritaires, sans pour autant renier le poids de l'héritage colonial ou la perpétuation des inégalités issues de cette histoire.

2 White saviour.

3 DiscoursSerge.pdf (coalitionplus.org)

4 Le nationalisme hindou : histoire et fonctionnement | Conflits : Revue de Géopolitique (revueconflits.com)

5 <https://blogs.mediapart.fr/edition/memoires-du-colonialisme/article/231223/le-siecle-de-nos-decolonisations-le-groupe-dinitiative-de-baku-2>



Le concept de décolonisation est-il à la hauteur des enjeux géopolitiques, humanitaires et climatiques actuels⁶ ? Cette question demeure essentielle alors que nous tentons de naviguer dans un paysage mondial de plus en plus complexe.

Enfin qui parle de colonialisme ? Les discours sur la colonisation de l'aide ont-ils la même valeur quels que soient



Ne serait-ce pas une véritable avancée que de questionner les communautés affectées sur le sujet qui sont, indubitablement, les plus exposées à la colonialité de l'aide humanitaire via les interventions sur le terrain mais dont on ne connaît pas l'avis.



les locuteurs ? S'agit-il d'un débat propre au Nord, embarrassé de l'héritage postcolonial ? Ou bien est-il investigué par les acteurs du Sud ? Ou encore seulement par des ONG locales qui veulent rétablir un rapport plus équitable avec les

ONG internationales (cf les différentes lettres ouvertes des ONG ukrainiennes, jordaniennes et autres à l'intention des ONG internationales et dénonçant une posture coloniale) ? Ne serait-ce pas une véritable avancée que de questionner les communautés affectées sur le sujet qui sont, indubitablement, les plus exposées à la colonialité de l'aide humanitaire via les interventions sur le terrain mais dont on ne connaît pas l'avis. Vivent-elles différemment une aide délivrée par une ONG locale et une ONG internationale ? Une réponse endogène ne contient-elle pas des risques spécifiques de relation de pouvoir avec les communautés affectées ?

Comment se positionner sur le « modèle voyageur », décrit par Olivier de Sardan, soit des interventions standardisées d'ingénierie sociale élaborées et massivement exportées indépendamment des réalités locales ?

Comment résoudre le tiraillement entre un universalisme imposé et un relativisme culturel qui déshabillerait nos positions de principes, notamment moraux ? Les principes de progrès et d'égalité étaient des fondamentaux du projet colonial que l'on pourrait résumer par le terme de positivisme ethnocentré⁷: nos propres valeurs et techniques sont tellement bonnes qu'il paraît généreux de les répandre au risque de l'écrasement culturel des autres connaissances et techniques.

6 Les auteurs de « Critique de la raison décoloniale » démontrent que les théories décoloniales sont une lecture simpliste des rapports de pouvoir : leur focalisation sur les questions d'identité ethno-raciale relègue au second plan l'opposition fondamentale riches/pauvres.

7 <https://msf-crash.org/fr/rencontres-debats/le-colonialisme-un-projet-humanitaire>



Parallèlement, la structuration de l'aide humanitaire, par définition, contraint le service délivré : contraintes de temps, de gestion, de ressources. C'est le concept du « kit prêt à l'emploi », qui est une pratique qui se veut utile et « mettable à l'échelle par le plus grand nombre », et qui met mal à l'aise le plus grand nombre. La structure de l'organisation en elle-même force la standardisation et la simplification des pratiques. Pourrait-on parler de « technologisation » des pratiques humanitaires ?

De plus, le modèle économique de l'aide au développement est en pleine mutation. Les États bailleurs n'hésitent plus à utiliser cette aide au développement comme un levier diplomatique voire une sanction⁸. Les acteurs du développement doivent également veiller à ce que l'argent ne soit pas utilisé par des personnes ou des groupes considérés comme terroristes. Cette politisation de l'aide est à n'en pas douter une nouvelle forme de « colonialisme », qui remet en cause le principe d'universalisme humanitaire. Ainsi, au-delà d'une action intéressée, la logique capitaliste introduit de la mise en concurrence entre les acteurs locaux, au point de les pousser à la course à l'innovation, aux projets valorisables mais difficilement mobilisables pour les coûts de fonctionnement.

Par ailleurs, un consensus autour des droits de l'homme – et de la femme complèterait Olympe de Gouges – nous conduit à nous opposer fermement à des faits sociaux et culturels qui les mettent à mal. Concrètement nous sommes confrontés quasi quotidiennement à cet aller-retour, souvent de bonne foi, entre respect des valeurs des autres et prédominance de celles que nous jugeons universelles. Or les droits Humains ne sont pas aussi universels que souhaités, preuve en est du nombre de déclarations plus spécifiques⁹. Sommes-nous alors disposés à étendre, voire amender, notre vision des libertés individuelles au profit du collectif, d'une religion, d'une spécificité culturelle ?

L E PROCESSUS DE DÉCOLONISATION DE L'AIDE DOIT-IL ÊTRE CONTEXTUALISÉ EN FONCTION DE CES DIFFÉRENTS FACTEURS ?

La colonisation historique reposait sur trois piliers principaux : l'utilisation de la force armée, l'exploitation économique, et l'imposition de normes, valeurs et techniques. Ce cadre historique est crucial pour comprendre les dynamiques actuelles d'aide humanitaire, qui peuvent reproduire des logiques similaires.

8 Au Mali, l'interdiction des ONG à financements français pèse sur les populations civiles : <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-mali-l-interdiction-des-ong-a-financements-francais-pese-sur-les-populationsciviles#:~:text=Le%2016%20novembre%2C%20Paris%20a.urgence%20et%20l'action%20humanitaire>

9 Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), Déclaration du Caire sur les Droits de l'Homme en Islam, Charte Arabe des Droits de l'Homme, Déclaration des Droits des Peuples Autochtones, Déclaration de Bangkok sur les Droits de l'Homme, Charte des Droits de l'Homme des Pays de la Communauté Andine, etc.



1. Forces armées : l'intervention militaire a longtemps été un outil central de la colonisation, et l'utilisation de l'alibi humanitaire par des forces armées a parfois contribué à brouiller les frontières entre intervention militaire et aide humanitaire, compromettant ainsi la légitimité et la sécurité des ONG.

2. Exploitation économique : le colonialisme est indissociable d'une exploitation économique qui a souvent servi de labo-

ratoire au capitalisme moderne¹⁰. Cette domination économique, aujourd'hui souvent perpétuée par des agents issus des anciennes colonies, continue de structurer les relations Nord-Sud. Depuis la période coloniale, la persistance de la domination économique dite du Nord (majoritairement Européenne pour l'Afrique avec la France et le Royaume Uni en tête) s'est en réalité complexifiée avec l'augmentation des agents de



© Christophe Da Siva, ACF

10 Comme en témoigne la société de plantation décrite comme premier modèle économique du capitalisme moderne et la traite des Noirs comme constitution du Capital qui a financé la révolution industrielle au Nord (Eric Williams, Capitalisme et Esclavage).



domination issus du Sud, notamment la Chine et l'Inde¹¹, mais n'en demeure pas moins à la fois une réalité et un héritage. Si l'emprise européenne n'est plus aussi incontestée sur l'exploitation des ressources, il convient de souligner que les nouveaux acteurs, Chine et Russie pour ne nommer qu'eux, obtiennent des permis d'exploitation en échange de quelques infrastructures. La dépendance des pays à l'exploitation par un pays tiers tient pour beaucoup au poids de la dette, héritage colonial injuste et pour autant persistant. L'Europe compte bien via son initiative phare « Global Gateway » réaffirmer son leadership en Afrique en favorisant l'implantation du secteur privé, en oubliant quelques principes d'intégration des OSC par exemple.

3. Imposition de normes, valeurs et techniques : l'entreprise coloniale a également été marquée par l'imposition de normes et de valeurs occidentales, justifiées par une prétendue mission civilisatrice à géométrie variable. Ce phénomène se retrouve dans l'aide humanitaire, où des pratiques telles que la médecine biomédicale, le féminisme post-68 et les modèles de gestion occidentaux sont souvent imposées aux sociétés locales, parfois au détriment de leurs propres savoirs et techniques. Parallèlement, il n'est pas question de renoncer à fonder les positionnements sur les dernières avancées

scientifiques pour limiter justement le risque de ce qui « semblerait bon ».

POINT DE DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

Il est important de reconnaître que la structure même de l'aide humanitaire, par nature, conditionne le service rendu. Les contraintes de temps, de gestion et de ressources entraînent souvent une standardisation des pratiques, illustrée par l'usage de « kits prêts à l'emploi ». Ces derniers, conçus pour être utiles et facilement déployés à grande échelle, imposent une simplification qui peut limiter l'adaptation aux besoins spécifiques des communautés locales. Ainsi, bien que ces pratiques visent à défendre des valeurs universelles, elles risquent d'ignorer les particularités locales, renforçant un risque de colonialisme involontaire.

Le terme « décolonisation » doit aussi être utilisé avec discernement. L'« accusation coloniale » peut parfois servir de prétexte à des autorités conservatrices pour remettre en cause des droits humains fondamentaux ou masquer une pseudo « localisation » qui, en réalité, n'influe guère sur le rapport de domination globale. Les ONG doivent dénoncer ces dynamiques, y compris et de plus en plus dans les pays du « Nord », bien que leur influence y soit limitée. Par ailleurs, bien que largement utilisé,

11 L'utilisation du nom propre Inde peut être par exemple considéré comme un héritage colonial, c'est pour cette raison que le gouvernement propose Barahat. Ce changement de nom, ne fait pas l'unanimité tant il pourrait signifier la non reconnaissance des Mongoles Musulmans établis depuis 300 ans sur le territoire. <https://fr.euronews.com/culture/2023/09/11/linde-rebaptisee-bharat-voici-pourquoi-certains-pays-changent-de-nom#:~:text=ministre%20du%20Bharat%22,-Si%20l'Inde%20est%20le%20nom%20le%20plus%20couramment%20utilis%C3%A9,d'environ%202%20000%20ans>



le terme reste peu documenté dans les populations directement concernées par l'aide, ce qui en fait paradoxalement une préoccupation des sphères dominantes. Si l'intention de rééquilibrer les rapports de pouvoir est louable, certaines limites et précautions doivent être prises en compte pour avancer dans cette voie. La limite la plus discutée est probablement le caractère univoque de ces positionnements, souvent dû à une



C'est tout un narratif qui s'en trouvera transformé : de la « localisation » passons à la « contextualisation », des « bénéficiaires » nous préférons « co-acteurs », et du « partenariat » nous évoluons vers l'« alliance ». Et de la décolonisation, nous aspirons à des luttes d'émancipation partagées.



négligence répandue dans le secteur : une faible considération pour ce qui existe en dehors des acteurs humanitaires. Décoloniser l'aide signifie probablement reconnaître les contextes, leurs spécificités et soutenir leurs ressources endogènes en matière de solidarité et de lutte pour la justice sociale.

Nos contextes d'intervention sont divers, n'ont pas tous vécu les mêmes histoires

coloniales, ni les mêmes formes de racisme, et ne sont pas exempts de domination abusive au sein de leurs propres frontières. L'instrumentalisation politique du ressentiment postcolonial doit donc nous inciter à la plus grande prudence.

Il est par ailleurs indéniable que la lutte contre le changement climatique appelle à une solidarité sans précédent entre les peuples, à une reconnaissance explicite des inégalités et de leurs causes, que l'on pourrait résumer en trois mots : héritage colonial, capitalisme et mécaniques du pouvoir. C'est à l'aune de leur positionnement sur ces causes que les ONG pourront véritablement transformer la réponse à l'urgence climatique et aux crises humanitaires.

R ECOMMANDATIONS

Ainsi, notre première recommandation est de rappeler de manière explicite que, même si nos organisations sont issues du Nord, nous combattons un système globalisé responsable des situations humanitaires. Nous devons adopter un discours clair et fort sur les causes des inégalités structurelles, et afficher notre volonté de libérer le secteur de l'aide de ses origines coloniales, tout en contestant les forces qui perpétuent les injustices actuelles, du micro au macro.

Pour réussir, nous devons faire évoluer les relations entre les peuples : créer du commun. Il s'agit de valoriser toutes les formes de savoirs utiles à notre objectif sans prédominance, à travers la science ouverte et la justice épistémique. Cela constitue notre deuxième recom-



mandation : favoriser le métissage des savoirs, investir dans la recherche et le dialogue avec les expertises locales, et mettre en résonance les savoirs expérimentiels comme ACF a pu l'expérimenter dans les recherches communautaires au sein du projet R2G¹².

Notre dernière recommandation allie un changement de positionnement et de pratiques. Nous intervenons dans un monde complexe où les dominations historiques ne sont plus seules responsables des enjeux actuels. Il est impératif de contextualiser nos approches : identifier toutes les formes de domina-

tion qui freinent une réponse adéquate aux défis actuels. La montée de régimes autoritaires, le capitalisme sauvage, l'extractivisme abusif, les oppressions sociales croissantes à l'encontre des femmes, des minorités discriminées et des pauvres sont autant de facteurs qui entravent les droits à une vie digne dans un environnement préservé.

Il nous faut mieux comprendre les contextes d'intervention et collaborer avec des partenaires locaux tels que les ONG, activistes, communautés affectées et experts locaux, en privilégiant un « universalisme complexe » plutôt qu'un



© Christophe Da Siva, ACF

12 Recherche locale pour le plaidoyer | Accueil (<https://right2grow.org/fr/nos-activites/news/recherche-locale-pour-le-plaidoyer/>)



relativisme culturel ou un point de vue occidental. Il est essentiel de valoriser les savoirs autochtones et expérientiels, et de co-construire des solutions avec les personnes directement concernées.

La justice sociale et la préservation de l'environnement ne peuvent être atteintes sans l'implication active des populations locales. Cela nécessite de recourir davantage aux sciences sociales, aux solutions fondées sur la nature et la culture, et à des démarches participatives qui prennent en compte les voix des personnes marginalisées. C'est tout un narratif qui s'en trouvera transformé : de la « localisation » passons à la « contextualisation », des « bénéficiaires » nous préférons « co-acteurs », et du « partenariat » nous évoluons vers l'« alliance ». Et de la décolonisation, nous aspirons à des luttes d'émancipation partagées.

En résumé : contextualisons notre travail pour éviter les pièges dogmatiques,

utilisons nos financements pour co-construire avec les personnes les plus affectées un monde à la fois plus égalitaire et plus habitable, et proclamons d'une voix forte notre détermination à déconstruire les pouvoirs nocifs dans toute leur diversité : ceux hérités de l'histoire coloniale comme ceux produits par les inégalités structurelles et économiques contemporaines.

Maximiser l'engagement effectif des communautés et des individus affectés constitue une solution théorique, morale et opérationnelle à la décolonisation et à la localisation de la solidarité. ❖

*Myriam Ait Aissa, Responsable
service Recherche et Analyses,
Action contre la faim*

*Carine Magen-Fabregat, Référente
Méthodes qualitatives et approches
communautaires, Département Expertise
et Plaidoyer, Action contre la faim*

*Pierre Alexandre Maizière,
Responsable Plaidoyer « Société Civile »,
Action contre la faim*



© Christophe Da Siva, ACF



rencontre

avec Maïka Sondarjee

Maïka Sondarjee est professeure agrégée en développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa. Son dernier livre, *Tu viens d'où ? Réflexions sur le métissage et les frontières* (Lux), est paru le 7 novembre dernier. Elle a aussi publié le livre *Perdre le Sud. Décoloniser les relations internationales* (Éditions Écosociété, 2020), elle a dirigé un ouvrage collectif intitulé *Perspectives féministes en relations internationales* (PUM, 2022).



Dans votre livre « Perdre le Sud » et lors de votre intervention durant les Universités d'Automne de l'Humanitaire, vous parlez des liens entre la colonisation et le capitalisme, dû aux dynamiques de pouvoir et d'exploitation inhérentes à ces deux systèmes. Pouvez-vous nous expliquer un peu plus cela, et quels sont les liens avec l'aide internationale ?

Maïka Sondarjee : Les inégalités internationales ne sont pas nées avec le capitalisme, mais tirent leur origine du début des conquêtes coloniales. De plus, le système capitaliste (basé sur la marchandisation du travail, la propriété privée et le profit) n'est pas apparu en Europe parce que ce continent possédait des capacités

intrinsèques particulières. Ce système, accompagné de la révolution industrielle et de ses usines à grandes capacités, s'est développé en Europe parce que les grands propriétaires d'usine avaient accumulé du capital par la colonisation et l'esclavage.

Par exemple, la conquête des empires aztèque et inca en Amérique latine a notamment permis aux Européens d'accumuler et de stocker de l'or, et diverses matières premières. La révolution industrielle en Europe a donc notamment été rendue possible grâce à cette extraction d'une grande partie des richesses naturelles des pays colonisés. Au même moment la traite de personnes d'Afrique subsaharienne commençait. La rentabilité des plantations du sud des États-Unis, basée sur le travail de personnes réduites en esclavage, a permis l'accumulation de capital entre les mains d'une minorité d'exploitants d'origine européenne, et ce, au prix d'une déstabilisation des pays africains. Selon les estimations, le volume de la traite transatlantique d'esclaves a atteint entre 9,5 et 15,4 millions de femmes et d'hommes libres vendus pour être asservis en Amérique. Outre qu'elle profitait aux Européens, la traite transatlantique a provoqué un choc démographique incroyable pour les pays et royaumes africains, en raison du nombre de personnes déplacées d'une région à l'autre du monde.

Et avec la révolution industrielle et la division internationale du travail, le fossé Nord/Sud s'est creusé. La mondialisation et la libéralisation accrue des cinquante dernières années ont aggravé le phénomène et permis à des acteurs non



étatiques comme les multinationales de récolter plus d'argent que certains petits pays. Walmart a réalisé en 2017 des revenus supérieurs au PIB de la Belgique et Volkswagen a engrangé un chiffre d'affaires supérieur au PIB du Chili.

Adopter une conception décoloniale de l'ordre mondial institutionnalisé signifie comprendre les relations entre le capitalisme et le colonialisme (mais aussi le patriarcat) dans leurs dimensions matérielles, culturelles et épistémologiques. Par exemple, les femmes racisées du Nord et du Sud subissent différemment les *conséquences matérielles* et sociales de la mondialisation, et elles sont aussi *socialement construites* comme inférieures. L'ordre mondial marginalise les populations du Sud par des relations d'exploitation matérielle, mais aussi de dépossession et d'oppression. Le capitalisme, basé sur une croissance continue et sans limite, n'est pas soutenable.

Plus concrètement, quels sont, d'après vous, les freins structurels à une véritable décolonisation de l'aide humanitaire ?

M.S. : Au cours de la dernière décennie, on a assisté à un nouveau « tournant décolonial ». L'expression « décoloniser » est désormais associée à une notion souvent mal définie et moins tangible que l'indépendance des pays colonisés des métropoles. Sauf qu'à l'origine, la décolonialité est un projet politique d'émancipation humaine par le biais de luttes collectives, impliquant au moins les éléments suivants : 1) l'abolition des

hiérarchies raciales au sein de l'ordre mondial hétéro-patriarcal et capitaliste ; 2) le démantèlement de la géopolitique de la production des connaissances ; et 3) la ré-humanisation de nos relations avec les autres et la nature.

Il me semble impossible que le champ de l'aide humanitaire (encore souvent basée sur des lignes Nord/Sud) se « décolonise » complètement. Cela impliquerait une sortie du capitalisme, une abolition complète des hiérarchies raciales et des relations de solidarité purement horizontales. Vu la structure du financement et l'origine de certains problèmes mondiaux majeurs comme les changements climatiques (dûs à une surproduction et une mauvaise utilisation des ressources au Nord), il semble peu probable que les rapports coloniaux de pouvoir s'infléchissent totalement.

Pensez-vous que les bailleurs de fonds internationaux sont prêts à embrasser cette idée de décolonisation ? Quels types d'actions ou de changements devraient-ils envisager pour soutenir une approche plus équitable et locale de l'aide ?

M.S. : Ces dernières années, la décolonisation a été largement (et très vaguement) associée à la lutte contre le racisme ou à la défense de tout ce qui a trait à l'équité, à la diversité et à l'inclusion (EDI). C'est devenu très à la mode d'adopter le terme « décolonisation », même pour les bailleurs de fonds. Le terme est devenu populaire dans les universités et les sociétés civiles occidentales, alors que les professeurs



et les administrateurs réalisent (très lentement) comment leurs institutions entretiennent le racisme systémique, des épistémologies coloniales et des pratiques ethnocentriques. En organisant tant d'événements autour de l'idée de décolonisation, les universités, les organisations non gouvernementales, les institutions publiques et les fondations privées cooptent le terme des cercles activistes et de la société civile.



Il faut reconnaître l'existence du racisme systémique et se positionner pour les droits des populations encore colonisées dans le monde, que ce soit en Palestine, au Tibet ou ailleurs. Même si cela va à l'encontre des intérêts de nos bailleurs de fonds.



Toutefois, au-delà de la dépolitisation du terme, plusieurs actions sont possibles pour rendre l'aide humanitaire plus « équitable ». D'abord, il faut reconnaître l'existence du racisme systémique et se positionner pour les droits des populations encore colonisées dans le monde, que ce soit en Palestine, au Tibet ou ailleurs. Même si cela va à l'encontre des intérêts de nos bailleurs de fonds. Ensuite, il faut rendre nos

pratiques organisationnelles plus anti-racistes. Il faut notamment permettre aux employés racialisés ou du Sud global dans nos organisations d'être à l'aise de nous dire comment être de meilleurs collègues et employeurs. Cela implique d'encourager le « call-in », soit encourager des conversations transparentes et ouvertes sur le racisme au sein de nos organisations. Ensuite, il faut modifier les processus d'élaboration des projets, en se permettant d'être mis au défi à chaque étape par nos partenaires du Sud global. Cela implique l'humilité d'être prêts à changer le cours d'un projet ou d'une politique. Plus facile à faire, il faut modifier nos communications et l'imagerie qu'on utilise pour promouvoir notre travail et pour nos campagnes de financement. Au final, il faut financer courageusement, en cessant d'imposer des conditionnalités et des évaluations écrites dans nos bureaux du Nord pour des communautés du Sud global.

Le discours autour de la décolonisation de l'aide est parfois perçu comme éloigné des réalités opérationnelles sur le terrain. Comment, selon vous, concilier cet impératif avec les contraintes quotidiennes que rencontrent les acteurs humanitaires ?

M.S. : Dans un sens, c'est vrai : parler de décolonisation est un mandat trop important pour s'y atteler de façon pragmatique. L'avantage du terme c'est qu'il génère des conversations intéressantes. Mais dans la pratique, il faut « découper la tarte » en plus petits morceaux. Que pouvons-nous



faire, *maintenant*, pour adresser les inégalités coloniales et raciales dans le monde et dans notre travail ? Il faut par exemple changer le narratif, modifier notre vocabulaire, localiser l'aide, etc. En d'autres termes, il ne faut pas « inclure » davantage, mais redistribuer le pouvoir.

Décoloniser quoi que ce soit est donc un projet politique ambitieux. Si les nombreuses utilisations (erronées) du mot ont permis de nouvelles conversations, le risque est grand de créer un nouveau vocable à la mode qui perdra son pouvoir potentiel de changement social. S'émanciper de l'impérialisme et des hiérarchies raciales, c'est-à-dire s'épanouir dans la dignité de tous les humains et de tous les non-humains, dans un processus mené non pas par nous mais par les populations historiquement colonisées, ne se fera pas facilement. Il ne s'agit pas seulement de s'attaquer au système capitaliste, mais aussi à toutes les structures qui le soutiennent, fondées sur la race,



La blanchité (dans le « complexe du sauveur blanc ») ne se réfère pas seulement aux personnes blanches, mais à une structure de pouvoir qui élève certaines personnes par rapport à d'autres.



le genre, la sexualité, les capacités et la dévaluation épistémique, pour ne citer que quelques-unes des plus importants. « Décoloniser » signifie quelque chose de spécifique pour les chercheurs autochtones et du Sud global, et il ne faut pas dépolitiser le concept. Cela ne veut pas dire que seules les voix des chercheurs et activistes autochtones et du Sud global devraient être les seules représentatives du « tournant décolonial », mais que le projet de décolonisation sera ardu et sur le long terme.



Vous évoquez notamment le complexe industriel du sauveur blanc, ou white saviorism en anglais. Pouvez-vous nous expliquer le rôle de ce concept dans la (dé)colonisation de l'aide ?

M.S. : Le complexe industriel du sauveur blanc (ou *white saviorism*) est fondé sur la bienveillance qu'on attribue aux populations du Nord global malgré leur rôle dans l'exploitation et la dépossession des populations du Sud. La blanchité (dans le « complexe du sauveur blanc ») ne se réfère pas seulement aux personnes blanches, mais à une structure de pouvoir qui élève certaines personnes par rapport à d'autres. La supériorité de la blanchité peut donc être défendue à la fois par les Blancs et les personnes racialisées.

Le concept de « complexe industriel du sauveur blanc » ou de « syndrome du sauveur blanc » a souvent été inconsciemment associé aux traits psychologiques des individus. Le concept est devenu un référent pour certains

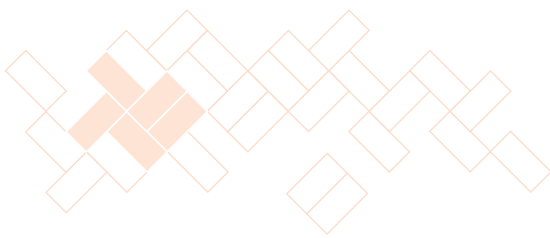


individus blancs subtilement racistes mais bien intentionnés qui cherchent à aider les populations du Sud global. En d'autres termes, il existe quelques « pommes pourries » dans le domaine de l'humanitaire, mais la majorité peut dormir tranquille. Toutefois, c'est faux. Le *white saviorism* n'est pas confiné à l'esprit des individus ; il s'agit d'un système plus global. Il réfère à l'ironie que d'un côté, nous avons un impératif d'aider les populations du Sud global, et d'un autre côté, nous soutenons (souvent malgré nous) un système d'exploitation et de dépossession des populations du Nord global. En d'autres mots, il réfère à

la dissonance constituée par, d'un côté l'impératif d'aider les populations du Sud global, et de l'autre le soutien que nous apportons de fait (et quand bien même non intentionnellement) à un système. L'auteur Kenyan Teju Cole parle donc plutôt de « complexe industriel du sauveur blanc » pour désigner un système de pillage, d'exploitation et de militarisation basé sur les intérêts occidentaux, associé à un soi-disant développement bien intentionné. Il associe le complexe industriel du sauveur blanc à « une soupape permettant de relâcher les pressions insupportables qui s'exercent dans un système fondé sur le pillage ». ❖



© Laurent Saillard, Groupe URD



Colonialité ou pluriversalité : que révèle la transition écologique des ONG ?

par Vincent Pradier

Alors que le sixième rapport d'évaluation du GIEC démontre que « la vulnérabilité des écosystèmes et des populations au changement climatique varie considérablement d'une région à l'autre [...], sous l'effet [...] des schémas historiques et permanents d'inégalités tels que le colonialisme », et que l'aide internationale est de plus en plus appelée à se localiser, voire à se décoloniser, quels en sont les enjeux pour la gestion des ONG occidentales ? En présentant rapidement les approches décoloniales, notamment l'écologie décoloniale, nous tenterons de montrer comment celles-ci peuvent s'avérer utiles aux ONG, pour répondre à cette double injonction coloniale et environnementale à transiter.

Post-colonialisme, approches décoloniales ou néocolonialisme : quand on aborde l'héritage du *fait colonial* dans l'histoire et l'agencement du monde moderne et de ses organisations, force est de constater qu'une pluralité d'approches et de concepts cohabitent, articulés entre eux mais souvent mal compris, quand

ils ne font pas purement l'objet d'un rejet catégorique d'une partie de la communauté académique et politique, en particulier en France¹. Cette pluralité sémantique est en fait révélatrice d'une réalité foisonnante de différentes perspectives, qui ont à la fois marqué le champ académique – dans différentes régions du monde – mais aussi irrigué le champ associatif, militant, celui des mouvements sociaux, etc.

Certains courants, comme les perspectives décoloniales, ont été construits au sein de champs institutionnels plus ou moins structurés. D'autres approches – comme celles qualifiées de postcoloniales – sont en fait plutôt des mises en cohérence *a posteriori* de travaux et pensées ayant eu en commun des critiques similaires du colonialisme occidental.

Les productions diffèrent aussi en fonction des contributions, certaines ayant simplement irrigué le champ académique, quand d'autres ont tenté de diversifier les formats, empruntant à l'art, aux pratiques dites endogènes, etc. Enfin, certains termes renvoient davantage à des dynamiques ou processus sociaux

1 Pour s'en convaincre, sur ce dernier point, nous invitons par exemple les lecteurs et lectrices à prendre connaissance de la plus ou moins abondante littérature publiée par l'Observatoire du décolonialisme, porté une petite communauté de recherche, relativement allergique aux concepts qui vont être présentés. (<https://decolonialisme.fr/?cn-reloaded=1>)



(comme le néocolonialisme) qu'à des concepts analytiques.

Dans le fond, toutes ces approches placent au cœur de l'analyse la critique de l'*européocentrisme* et son hégémonie épistémique et ontologique – soit la façon dont l'*Occident* produit et légitime la connaissance, et façonne le rapport au monde, *humain* et *non-humain*, qui nous entoure. Elles dévoilent d'une part la tentation qu'a eu (et que continue d'avoir) l'*Occident* à se dépeindre, quelle qu'en soit la façon, en unique moteur de l'histoire du monde, au détriment de processus historiques propres à chaque ère géographique. D'autre part, elles remettent en cause ce modèle occidental (politique, social, économique et culturel) comme seule trajectoire possible pour les pays *non-occidentaux*, au détriment de l'hétérogénéité sociale et culturelle de chacun d'entre eux. Cette critique est aujourd'hui vivace, en particulier dans le secteur de la solidarité internationale. D'où vient-elle et quels en sont les enjeux ?

ENTRE COLONIALITÉ ET PLURIVERSALITÉ, LES ONG COMME AVATARS DU MONDE MODERNE

Plusieurs auteurs décoloniaux de référence, comme les anthropologues Arturo Escobar et Eduardo Restrepo, membres du collectif sud-américain *Modernidad / Colonialidad / Decolonialidad* (M/C/D)², se sont ainsi intéressés aux différentes politiques de développement mises en place au sein du monde multilatéral né de la fin de la deuxième guerre mondiale. Ils ont tenté de resituer, par l'analyse d'une histoire politique organisationnelle et gestionnaire profondément teintée du fait colonial, ses héritages multidimensionnels (culturels, sociaux, économiques, etc.), à plusieurs niveaux.

L'aide internationale est en effet un modèle de l'ingénierie sociale particulièrement révélateur à la fois de l'influence occidentale sur la conception globale du monde, et des critiques qui lui sont adressées. De fait, si l'on considère une intervention sociale comme un « dispositif d'intervention planifiée, élaboré par des experts, visant à implanter ou modifier des institutions et/ou des comportements dans des contextes variés »³, force est de constater que l'aide internationale s'est concrétisée depuis les années 1950 par pléthore de programmes et de

2 Il s'agit d'un réseau de recherche multidisciplinaire et intergénérationnel d'intellectuels sud-américains, créé à la fin des années 1990, regroupant Outre Escobar et Restrepo, le philosophe argentin Enrique Dussel, le sémiologue argentin Walter Dignolo, le sociologue péruvien Aníbal Quijano ou encore la sociologue péruvienne Catherine Walsh.

3 Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La revanche des contextes. Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà, Hommes et sociétés* (Paris: Karthala, 2021), 7, <https://www.cairn.info/la-revanche-des-contextes--9782811123628.htm>



projets particulièrement standardisés – donc pétris de gestion et de *modèles voyageurs*⁴ – qui ont prospéré, en particulier dans les pays dits du *Sud global*.

De manière concomitante, de nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de ces différentes politiques publiques mises en place. Confrontées à un relatif échec quant aux objectifs fixés (un monde sans pauvreté, ou qui « ne laisse personne derrière »⁵), elles ont à tout le moins rencontré de nombreux écarts entre les interventions telles qu'elles étaient prévues et telles qu'elles se sont déroulées réellement (ce qu'Olivier de Sardan qualifie d'*implementation gap*). Pour Arturo Escobar, le *développement*, et les politiques liées, n'est ainsi rien d'autre qu'une invention culturelle issue du monde occidental, qui, tirant son origine dans la *colonialité* qui a façonné (et continue de façonner) le monde moderne, vise à perpétuer, par la mise en place de dispositifs économiques, sociaux et politiques spécifiques dans les pays appauvris, une conception ethnocentrique et impériale du monde⁶. Par extension, en tant que

fruit de cette modernité teintée du *fait colonial*, les ONG occidentales (qu'elles soient humanitaires ou de développement) peuvent être porteuses de cette *colonialité*.

Ce qui matérialise la gestion des ONG – leur *langage gestionnaire*⁷ – est en effet particulièrement normalisant (« accompagner » les anciens pays colonisés vers une certaine forme de *modernité occidentale*). Les approches décoloniales aident alors à comprendre comment ce langage peut parfois être porteur de certaines formes de *colonialité*, celle-ci consistant « en l'articulation planétaire d'un système de pouvoir « occidental » [...] (qui) se fonde sur une infériorisation prétendument naturelle des lieux, des groupes humains, des savoirs et des subjectivités non occidentales »⁸. Cette *colonialité* permet de penser l'*Occident* – et par extension les organisations *occidentales* (comme les ONG) – non pas comme une aire géographique mais comme une articulation spatiale du pouvoir, inséparable du *fait colonial* et constitutive de la *modernité occidentale*. La *colonialité* est plurielle : savoir, pouvoir, être, genre et nature, et elle forme « le

4 L'anthropologue Olivier de Sardan décrit les modèles voyageurs comme « toute intervention institutionnelle standardisée [...] en vue de produire un quelconque changement social, et qui repose sur un "mécanisme" et des "dispositifs" censés avoir des propriétés intrinsèques permettant d'induire ce changement dans des contextes de mise en œuvre variés » (Ibid. p.26).

5 C'est l'ambition de l'Agenda 2030. C'est un programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en septembre 2015 par les 193 États membres des Nations unies, et qui fixe 17 objectifs de développement durable (ODD).

6 Arturo Escobar, *Encountering Development*, STU-Student edition (Princeton University Press, 1995), <http://www.jstor.org/stable/j.ctt7rtqwy>.

7 Les outils du « cycle de projet », le « cadre logique », etc.

8 Arturo Escobar et Eduardo Restrepo, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, no 62 (31 décembre 2009): 8, <https://doi.org/10.4000/cal.1550>.



mode de domination le plus général dans le monde actuel »⁹, perceptible dans les différentes inégalités et processus de domination qui structurent l'architecture internationale : inégalités d'accès aux ressources, inégale répartition des pouvoirs politiques et économiques, inégalités en termes d'accès aux droits, etc.

Les approches décoloniales proposent aussi un agenda positif : elles arguent de l'existence non pas d'une seule forme *occidentale* de rationalité, mais de plusieurs formes de rationalité, ancrées dans des histoires, des dynamiques sociales et culturelles qui peuvent différer. Sans pour autant essentialiser les cultures et les groupes d'individus, elles proposent de penser une *pluriversalité*, dans laquelle les différents mondes ne sont pas « complètement séparés, [...] (mais) au contraire complètement interconnectés bien que dans des conditions inégales de pouvoir »¹⁰. L'intérêt de la *pluriversalité*, c'est qu'elle questionne comment l'universalité *occidentale* façonne les organisations dans leur fonctionnement, en particulier dans les normes qu'elle construit et mobilise. Elle aide ensuite à appréhender différentes éthiques de vie et différentes façons de penser, et donc d'analyser des dynamiques sociales au prisme d'épistémologies qui ne soient pas qu'*occidentales* : « une épistémologie du

sud (qui soit) une nouvelle production et évaluation des connaissances ou savoirs valides, scientifiques ou non »¹¹.



Les approches décoloniales proposent aussi un agenda positif : elles arguent de l'existence non pas d'une seule forme occidentale de rationalité, mais de plusieurs formes de rationalité, ancrées dans des histoires, des dynamiques sociales et culturelles qui peuvent différer.



Cette *écologie de savoirs*, scientifiques et non scientifiques « fondée sur l'idée qu'il n'existe pas de connaissance ou d'ignorance dans l'absolu »¹², postule alors que les savoirs sont interdépendants, souvent complémentaires. Appréhender cette *pluriversalité* dans les pratiques de gestion, c'est comprendre comment « le savoir occidental imposé est combiné à un savoir indigène différent, conduisant

9 Aníbal Quijano, « Colonialidad y modernidad/racionalidad », *Perú Indígena* 13, no 29 (1992) : 14. Nous traduisons.

10 Arturo Escobar, *Autonomie et design: La réalisation de la communalité*, trad. par Anne-Laure Bonvalot et Claude Bourguignon-Rougier (Toulouse : EuroPhilosophie Éditions, 2020), 26, <https://doi.org/10.4000/books.europhilosophie.948>.

11 Boaventura de Sousa Santos, « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, no 187 (1 août 2011) : 38, <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9351>.

12 *Ibid.*, p. 39



à la création d'une version hybride qui indique simultanément l'effet du pouvoir dominant et la résistance à celui-ci »¹³. Ou formulé différemment, comment les ONG peuvent tout à la fois être porteuses de *colonialités* et de *pluriversalité*.

Plusieurs exemples sud-américains peuvent être inspirants. Certains auteurs montrent comment¹⁴, en puisant dans la philosophie du *buen vivir*¹⁵, des mouvements comme ceux du Processus des communautés noires en Colombie (PCN) ont réussi, dans des territoires historiquement marqués par les violences coloniales, à construire des formes d'organisations et de communautés *pluriverselles*, qui ne se réduisent pas dans leur fonctionnement à un simple rapport d'exploitation aux humains et à la nature. Par un long dialogue avec les acteurs du champ développement¹⁶, les activistes du PCN se sont vu reconnaître, dans les années 1990, sur leurs territoires d'habitation, des droits fonciers et culturels qui leur permettent, par la défense de leurs modes de vie et de leurs ressources, de construire une unité géographique¹⁷, dont le projet narratif – *el proyecto*

de vida – « permet de promouvoir un [...] développement compatible avec son environnement »¹⁸.

V ERS UNE GESTION PLURIVERSELLE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PAR LES ONG ?

Les approches décoloniales et leurs différents concepts nous semblent particulièrement pertinents à mobiliser pour appréhender la gestion des nécessaires transitions écologiques et sociales qu'appellent le *changement climatique anthropique*, c'est-à-dire causé par les humains, et ses conséquences. Les pays les plus impactés par celui-ci sont et seront les pays anciennement colonisés¹⁹, et donc ceux les plus concernés par l'aide internationale. Ce faisant, et partant du principe que les ONG internationales sont toutes, pour la plupart, issues des pays historiquement les plus responsables du changement climatique, il peut être utile de penser une *écologie décoloniale* qui fait de « la fracture coloniale, l'enjeu central de la crise écologique, [...] (découlant) du constat que les pollutions,

13 Héra Yousfi, « Le management international, doit-on en finir avec le mythe de l'hybridité culturelle ? Retour sur l'apport des approches postcoloniales et décoloniales », *M@n@gement* 24, no 1 (30 mars 2021): 16.

14 Philippe Colin et Lissel Quiroz, *Pensées décoloniales. Une introduction aux théories critiques d'Amérique latine.*, Zones (La Découverte, 2023), <https://www.editionsladecouverte.fr/pensees-decoloniales-9782355221538>

15 Alberta Acosta, *Le Buen Vivir: Pour imaginer d'autres mondes* (Les Éditions Utopia, 2018).

16 ONG, pouvoirs publics, organisations internationales, etc.

17 Le territoire-réajon du Pacifique.

18 Proceso de Comunidades Negras, « Territorio y conflicto desde la perspectiva del Proceso de Comunidades Negras (PCN) » (Cali: Otros Saberes, 29 février 2008), 11, https://otrossaberes.lasaweb.org/uploads/colombia-report_001.pdf. Nous traduisons.

19 IPCC, « Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change » (Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA: Cambridge University Press, 2021), <https://doi.org/10.1017/9781009157896>.



les pertes de biodiversité de même que le réchauffement climatique sont les traces matérielles de cet habiter colonial de la Terre, comprenant des inégalités sociales globales »²⁰.



En articulant l'analyse des changements environnementaux aux inégalités léguées par la constitution coloniale de la modernité occidentale, l'écologie décoloniale permet ainsi de comprendre comment se structurent, en dehors de l'Occident, des formes de résistance à celui-ci, comme tout autant de gestions alternatives de l'enjeu écologique.



L'écologie décoloniale considère en effet la Terre comme « le socle d'un monde où les systèmes physico-chimiques, [...] sont des arrangements intrinsèques aux dominations coloniales, raciales et misogynes des humains et non-humains, tout autant qu'aux luttes contre celles-ci »²¹. En articulant l'analyse des

changements environnementaux aux inégalités léguées par la constitution *coloniale* de la *modernité occidentale*, elle permet ainsi de comprendre comment se structurent, en dehors de l'*Occident*, des formes de résistance à celui-ci, comme tout autant de gestions alternatives de l'enjeu écologique. Il est donc intéressant d'analyser les modèles organisationnels déployés dans des contextes particulièrement révélateurs de la « double fracture coloniale et environnementale de la modernité »²², comme ceux des ONG, c'est-à-dire marqués par l'histoire coloniale et très affectés par le *changement climatique anthropique*. Cela peut permettre d'identifier des pratiques de gestion potentiellement *pluriverselles*, capables d'intégrer des ontologies *non-occidentales* ; soit des pratiques qui ne soient pas seulement caractérisées par des rapports d'exploitation entre humains et non-humains, et destructrices du vivant, et donc plus soutenables.

Afin d'illustrer l'intérêt de ces approches décoloniales pour la gestion des transitions, nous proposons de partager ici quelques résultats de recherche sur la capacité des ONG à concilier impératif humanitaire et transition écologique²³. Conscientes de la nécessité de transformer leurs modèles organisationnels, plusieurs grandes ONG françaises se sont ainsi engagées en décembre 2020 à réduire de 50 % leurs émissions de gaz à effet

20 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale: penser l'écologie depuis le monde caribéen, Anthropocène* (Paris: Éditions du Seuil, 2019), 298.

21 Ibid, p. 305.

22 Ibid, p. 14.

23 Plus d'informations sur ce travail de thèse à ce lien : <https://cv.hal.science/vincent-pradier>.



de serre (GES) à l'horizon 2030, arguant que « les actions des organisations de solidarité, aussi cruciales soient-elles, peuvent générer des impacts environnementaux et climatiques »²⁴. En menant des monographies sur les pratiques de gestion dédiées de plusieurs de ces ONG se déployant au Burkina Faso et au Sénégal (anciennes colonies françaises), nous montrons la capacité des approches décoloniales à révéler, dans leurs pratiques, tout à la fois leur *colonialité*, révélatrice de la double *fracture coloniale* et environnementale de la *modernité*, et leur caractère *pluriversel*. D'une part, les différents outils mobilisés par ces ONG sont porteurs, pour certains, de fortes *colonialités*. Ils sont profondément ancrés dans une conception *occidentale* de la gestion, qui se matérialise par nombre d'indicateurs quantitatifs, de process et de normes, pensés depuis les sièges européens et déployés sur les deux territoires. En résultent des problèmes d'applicabilité dans leur mise en œuvre, en termes d'acceptabilité par les personnels non-occidentaux des ONG, d'accessibilité des données demandées et de fiabilité de ce qui est produit. D'autre part, la *colonialité* se retrouve aussi dans certaines postures adoptées par les ONG, notamment dans le dénigrement de certains discours et postures de salariés non-occidentaux, au nom de la rationalité scientifique *occidentale*.

Les ONG sont alors actrices de processus de disqualification de savoirs qui ne seraient pas jugés valides *a priori*. La recherche menée montre cependant que ces nouvelles pratiques sont utiles et utilisées dès lors qu'il est laissé aux équipes sur ces territoires la possibilité, partant de pratiques et savoirs endogènes préalables, de construire leurs propres outillages organisationnels, comme autant de *designs pluriversels* de gestion²⁵. Certains mobilisent ainsi des pratiques locales non-occidentales pour adapter, et rendre soutenables, leurs projets de gestion de certaines ressources. D'autres instaurent des règles de fonctionnement permettant de matérialiser une responsabilité différenciée entre occidentaux et non-occidentaux dans certaines pratiques gestionnaires, comme dans l'utilisation de l'avion. Les plus radicales impulsent même des modalités organisationnelles visant à résister à l'injonction normative de l'aide : en instaurant par exemple des « services papiers », en charge de gérer l'hypertrophie administrative propre au secteur, complètement décorrélée du reste de l'organisation. Dans ce dernier cas, elles réduisent (en l'assumant) alors l'outillage gestionnaire *occidental* à un simple (et unique) outil d'échange avec les bailleurs, qui ne dit pas grand-chose de ce que fait vraiment l'ONG.

Ainsi, alors qu'émergent dans le secteur plusieurs appels à « décoloniser l'aide

24 Réseau Environnement Humanitaire, « Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat », décembre 2020, https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2023/05/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

25 Op. cit.



internationale »²⁶, les approches décoloniales peuvent nous aider à comprendre comment la gestion des ONG est tout à la fois porteuse de cet *européocentrisme* et de ses *colonialités afférentes*, tout en étant productrice de pratiques alternatives. D'une part, elles permettent de contextualiser les théories de gestion – qui ont parfois tendance à présenter des concepts (concurrence, rentabilité, efficacité) comme allant de soi – car elles véhiculent des valeurs culturelles historiquement et géographiquement situées, et simplifient souvent « des réalités socio-économiques qui ne sont pas occidentales »²⁷. D'autre part, elles appellent, selon la devise zapatiste, à penser *un mundo donde quepan muchos mundos*²⁸, c'est-à-

dire un monde qui, face aux crises multiples auxquelles il est confronté, « (implique) une collaboration entre voix divergentes, sur les types de mondes alternatifs que nous voulons créer »²⁹. C'est particulièrement le cas des pratiques de transition écologique des ONG occidentales, dont la mise en œuvre révèle certainement une double injonction *coloniale* et *environnementale* à transiter. Au regard de la capacité ancienne de ces organisations à se réinventer, nul doute qu'elles seront capables d'y répondre. ✨

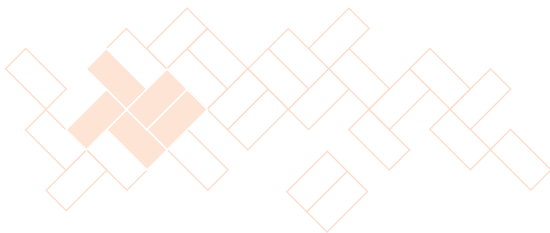
Vincent Pradier
Chercheur doctorant,
et chercheur associé à l'OCCA, l'observatoire canadien des crises
et de l'action humanitaire.

26 Peace Direct et al., « Time to Decolonise Aid. Insights and Lessons from a Global Consultation », mai 2021, https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2023/09/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf.

27 Alexandre Wong, « Chapitre 5. Singularisation et universalisation des pratiques de RSE et de développement durable en Afrique », in *La recherche enracinée en management* (EMS Editions, 2020), 87, <https://doi.org/10.3917/ems.kamde.2020.01.0083>.

28 Si plusieurs traductions existent, la traduction française la plus utilisée est la suivante : « un monde où cohabitent plusieurs mondes ».

29 Ashish Khotari et al., *Plurivers, un dictionnaire du post-développement*, Le monde qui vient (Wildproject, 2022), 25.



Décoloniser les données, un prérequis pour une véritable localisation ?

par Martin Noblecourt

Lever les barrières à la localisation de l'action humanitaire implique une transformation de la gestion de projets qui passera également par la façon dont le secteur collecte et gère ses données, en plaçant les communautés et acteurs-rices locaux au centre. Cet article questionne la possibilité d'une telle transformation sans une réflexion plus globale sur le « colonialisme des données » provoqué par notre système numérique mondialisé. Et met en avant les prérequis, pistes de travail et exemples de réussite d'une approche responsable de la donnée qui serait réellement au bénéfice de toutes et tous.

Le concept de localisation est officiellement au sommet de l'agenda humanitaire depuis le Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016. Celui-ci est pourtant de plus en plus questionné par l'idée de « décolonisation de l'aide », qui se base sur une approche différente : « deux conversations différentes [se déroulent] simultanément : une discussion technique sur la manière d'améliorer l'aide,

et une conversation morale sur la manière d'aborder les dynamiques de pouvoir géopolitiques plus larges qui ont conduit les pays à avoir besoin d'aide en premier lieu »¹.

Malgré l'importance prise par la gestion de données programmes ces dernières années², leurs enjeux peuvent sembler à première vue assez éloignés de ces questions de gouvernance et de rapports de force au sein de la solidarité internationale. Dans une étude dédiée au sujet (*Changer de perspective : pour une approche locale de la donnée*, janvier 2024³), CartONG a pourtant illustré l'impact essentiel qu'avaient les données à la fois sur la possibilité de réalisation de la localisation, mais aussi plus globalement pour changer les rapports de force au sein de notre secteur.

DES BIAIS ET UNE REDEVABILITÉ À L'INVERSE D'UNE APPROCHE DE LOCALISATION

En effet, notre vision même du secteur est biaisée par la conception du pourquoi et comment nous collectons des données. Par exemple, une étude

- 1 Heba Aly, « Policymakers and racial justice activists came together to discuss decolonising aid. Here's what happened... », *The New Humanitarian*, août 2022 (<https://www.thenewhumanitarian.org/the-wrap/2022/08/11/Decolonising-aid-racial-justice-humanitarian-reform>)
- 2 CartONG, « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale ? Panorama des pratiques et besoins des OSC francophones », septembre 2020 (<https://www.im-portal.org/donnees-programmes-eldorado-solidarite-internationale-panorama-pratiques-besoins-OSC>)
- 3 CartONG, « Changer de perspective : pour une approche locale de la donnée », janvier 2024 (<https://www.im-portal.org/Changer-de-perspective-pour-une-approche-locale-de-la-donn%C3%A9e>)



de cas⁴ a démontré que si les rapports opérationnels 3W (*Who/What/Where*) du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) minimisaient l'importance du rôle des acteurs-rices locaux dans l'action humanitaire, ces dernières disparaissaient totalement du reporting de référence de l'IATI (*International Aid Transparency Initiative*) faute d'indicateurs financiers, invisibilisant ainsi de facto leur présence.



Notre vision même du secteur est biaisée par la conception du pourquoi et comment nous collectons des données.



De la même façon, l'absence de prise en compte des langues locales – notamment dans la conception et la conduite des enquêtes et évaluations – biaise fondamentalement les données sur lesquelles se base la prise de décision humanitaire. Traducteurs sans frontières / Clear Global a fourni de nombreux exemples de projets humanitaires dont la redevabilité, la pertinence ou simplement la

faisabilité sont remises en question par le manque de traduction correcte dans un langage compréhensible pour leurs bénéficiaires⁵. Par exemple la situation hélas courante de devoir s'appuyer sur des tiers présents (sans aucun contrôle possible sur la qualité de la traduction) pour traduire des questionnaires parfois complexes, voire même de devoir ignorer des personnes en l'absence de traduction possible, biaisent les données produites, et conduisent à la sous-représentation structurelle de certaines populations (femmes, populations moins instruites, minorités...). La même observation pourrait bien entendu être faite sur la prise en compte du genre dans les enquêtes, même si celle-ci progresse.

Ces problématiques de biais s'inscrivent dans un système humanitaire où la redevabilité est essentiellement vue comme ascendante : que ce soit auprès des Organisations de la société civile (73% des OSC interrogées par CartONG⁶) ou des Instituts nationaux de statistiques (enquête auprès de 140 INS de pays à revenus faibles et intermédiaires⁷), les bailleurs de fonds et acteurs-rices internationaux sont vus comme destinataires premiers des données collectées, loin devant les acteurs locaux gouvernementaux

4 Development initiatives, « Improving the visibility of local and national actors in humanitarian aid data », juillet 2021 (<https://devinit.org/resources/improving-visibility-local-national-actors-humanitarian-aid-data/>)

5 Translators Without Borders, « Listen and learn: The link between language and accountability for the future of the Grand Bargain », juin 2021 (<https://translatorswithoutborders.org/blog/language-accountability-future-grand-bargain/>)

6 CartONG, « Au-delà des chiffres : concilier innovation, éthique et impact », octobre 2024. (<https://www.im-portal.org/help-library/au-del%C3%A0-des-chiffres-concilier-innovation-%C3%A9thique-et-impact>)

7 Mihir Prakash, Tanya Sethi, « Measuring and responding to demand for official statistics », AidData, décembre 2018. (<https://www.aiddata.org/blog/measuring-and-responding-to-demand-for-official-statistics>)



et la société civile, ou les usagers opérationnels au sein des organisations. Les organismes internationaux (bailleurs de fonds, ONU, grandes OSC internationales) restent les principaux prescripteurs qui définissent les objectifs de recherche, les indicateurs et souvent les outils encadrant la collecte et la



Les organismes internationaux (bailleurs de fonds, ONU, grandes OSC internationales) restent les principaux prescripteurs qui définissent les objectifs de recherche, les indicateurs et souvent les outils encadrant la collecte et la gestion de données.



gestion de données. Les acteurs-rices locaux (OSC, bureaux d'études, chercheur-se-s, et en bout de ligne les communautés) sont confinés à un rôle d'exécutant et de simples producteurs de données⁸. Cette situation impacte

l'ensemble des OSC de solidarité internationale, qui se voient imposer sous couvert d'exigences de conformité (*compliance*) des pratiques contraires aux principes humanitaires. Le meilleur exemple est le criblage (*screening*) que tentent d'imposer certains bailleurs, à savoir la vérification que les équipes et prestataires, mais aussi les bénéficiaires finaux des OSC, ne figurent pas sur des listes de sanctions internationales. Dans ce dernier cas, le criblage est ainsi contraire aux valeurs humanitaires d'impartialité et de non-discrimination, et génère différents risques et problèmes de fiabilité, sécurité, défiance des populations, etc⁹. Il est ainsi notable que le principal bras de fer ayant opposé les OSC françaises à leur gouvernement et à l'Agence Française de Développement (allant jusqu'au boycott de certaines instances de dialogue et un recours au Conseil d'État finalement victorieux) concernait cette problématique, donc en fin de compte un enjeu de gestion responsable des données¹⁰...

Ces biais peuvent avoir des conséquences bien réelles, en ne ciblant pas réellement les populations subissant des oppressions dans le suivi des financements censés les

- 8 Mahad Wasuge, Ahmed M. Musa, Tobias Hagmann, « Who owns data in Somalia? Ending the country's privatised knowledge economy », Somali Public Agenda, juillet 2021. (https://somalipublicagenda.org/wp-content/uploads/2022/04/SPA_Governance_Briefs_12_2021_ENGLISH-1.pdf)
- 9 CartONG, « Le criblage et la traçabilité de l'aide », Boîte à outils gestion responsable de données, juin 2023. (https://cartong.pages.gitlab.cartong.org/learning-comer/fr/5_human_affected_pop_RD/5_5_screening)
- 10 Coordination SUD, « Annulation des lignes directrices en matière de criblage par le Conseil d'État », février 2023. (<https://www.coordinationsud.org/actualite/annulation-des-lignes-directrices-en-matiere-de-criblage-par-le-conseil-detat/>)



aider¹¹, mais aussi plus globalement en générant un cercle vicieux : difficultés d'accès / collecte de données réduite / manque d'identification des besoins / sous-allocation de fonds.

UN « NÉO-COLONIALISME DES DONNÉES » ?

De manière plus générale, le secteur de la solidarité internationale ne peut faire abstraction du système numérique global actuel, marqué par la domination



Des expert-es n'hésitent ainsi pas à parler de « colonisation algorithmique », qui reproduirait les méthodes du colonialisme.



de quelques grandes entreprises (essentiellement américaines). La transformation de notre système économique autour du numérique et

de la donnée (cf. les réflexions sur le « capitalisme de surveillance »¹² ou le fait que « la donnée serait le nouveau pétrole »¹³) serait d'une magnitude comparable à ce que fut l'émergence du colonialisme en termes d'accaparement des ressources. L'extraction de données personnelles pour des intérêts privés (et l'invisibilisation / normalisation de ce processus) suivrait la même logique que l'extractivisme colonial¹⁴.

Des expert-es n'hésitent ainsi pas à parler de « colonisation algorithmique », qui reproduirait les méthodes du colonialisme. Il s'agirait notamment de « la façon dont les technologies importées par l'Occident non seulement codent les valeurs, les objectifs et les intérêts occidentaux, mais font également obstacle aux technologies développées par l'Afrique qui répondraient mieux à ses besoins »¹⁵. Cela se reflète à travers un manque d'adaptation des solutions aux contextes locaux, un mépris pour les humains derrière les données, et une confiance aveugle dans la technologie. L'exploitation des travailleurs du clic qui alimentent les plateformes d'Intelligence artificielle (IA) y compris au péril de leur santé mentale¹⁶, le « pillage » des

11 Mariam Ibrahim, Fionna Smyth, Claudia Wells, Euan Ritchie, « When the data doesn't tell the full story: improving gender-responsive climate finance », Development Initiatives Blog, novembre 2023. (<https://devinit.org/blog/data-improving-gender-responsive-climate-finance/>)

12 Shoshana Zuboff, L'âge du capitalisme de surveillance, Editions Zulma, octobre 2020.

13 The Economist, « The world's most valuable resource is no longer oil, but data », mai 2017. (<https://www.economist.com/leaders/2017/05/06/the-worlds-most-valuable-resource-is-no-longer-oil-but-data>)

14 Nick Couldry, Ulises A. Mejias, « Making data colonialism liveable: how might data's social order be regulated? », Internet Policy Review, 8(2), mai 2018. (<https://policyreview.info/articles/analysis/making-data-colonialism-liveable-how-might-datas-social-order-be-regulated>)

15 Abeba Birhane, « Algorithmic Colonization of Africa », Imagining AI: How the World Sees Intelligent Machines, Oxford Academic, mai 2023. (<https://academic.oup.com/book/46567/chapter/408130272>)

16 Marion Douet, « Au Kenya, des « entraîneurs » de ChatGPT s'élèvent contre leurs conditions de travail », Le Monde, octobre 2023. (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/10/19/au-kenya-des-entraîneurs-de-chatgpt-s-elevent-contre-leurs-conditions-de-travail_6195464_3212.html)



données biométriques de personnes vulnérables de pays en crise comme l'Argentine par la start-up californienne WorldCoin¹⁷, ou encore la concentration des externalités environnementales du numérique dans les pays du Sud (extraction polluante des minéraux, déchets toxiques, etc.) sont les témoignages les plus percutants de ces nouvelles inégalités.

Derrière les grandes déclarations d'intentions internationales prévoyant un consensus global de la technologie au service du développement (comme le récent *Global digital compact*), il y a donc bien des intérêts contradictoires entre les grandes entreprises américaines et les États et sociétés civiles (du Sud mais pas uniquement), les premières assumant publiquement de s'opposer aux velléités de souveraineté numérique des seconds¹⁸. À noter que l'imposition de normes occidentales peut aussi être questionnée dans ses aspects apparemment les plus consensuels comme la généralisation de normes compatibles avec le RGPD européen, dont la vision essentiellement individuelle des droits ne se retrouve pas dans toutes les cultures¹⁹.

L'Intelligence artificielle (IA), actuellement vue par beaucoup comme une révolution

pour le secteur humanitaire, ne fait en réalité que mettre un coup de projecteur sur ces enjeux de données. En effet l'IA va naturellement reproduire les biais dans les données, voire les amplifier (phénomène de dérive), et réduire la transparence et la possibilité de corriger les erreurs – et bien sûr va complexifier encore davantage l'implication des communautés dans l'usage de leurs données²⁰. Sans vigilance du secteur, l'IA ne fera que renforcer les dynamiques de pouvoir existantes, et encourager le techno-solutionnisme (p. ex. la tentation d'extrapoler des données sur un pays où la collecte terrain est rendue complexe par des difficultés d'accès à partir des données de ses voisins, avec un manque de rigueur méthodologique).

Ce type de biais de l'IA est par exemple bien documenté en termes d'égalité femmes/hommes : outre le fait que l'essentiel des outils et méthodes est conçu par des professions où les femmes sont structurellement sous-référencées, les données qui alimentent les grands systèmes de modèles d'apprentissage tels que ChatGPT sont construites sur un corpus qui reflète les inégalités des sociétés occidentales, y compris sur le genre²¹.

- 17 Louise André-Williams, « De l'argent contre des données biométriques : la start-up américaine qui profite de la misère », Médiapart, mars 2024. (<https://www.mediapart.fr/journal/international/240324/de-l-argent-contre-des-donnees-biometriques-la-start-americaine-qui-profite-de-la-misere>)
- 18 Stephen Chacha, Bill Anderson, « Digital Compacts: Global ideals, regional realities », Development Initiatives, septembre 2024. (<https://devinit.org/resources/digital-compacts-global-ideals-regional-realities/>)
- 19 Siddharth Peter de Souza, Hellen Mukiri Smith, Linnet Taylor, « Decolonial Data Law and Governance », Technology and Regulation, 2024, 1-11, 2024. (<https://techrea.org/article/view/18931>)
- 20 CartONG, « Au-delà des chiffres : concilier innovation, éthique et impact », octobre 2024. (<https://www.im-portal.org/help-librarv/au-del%C3%A0-des-chiffres-concilier-innovation-%C3%A9thique-et-impact>)
- 21 Linda Raftree, « How can we apply feminist frameworks to AI governance? », MERL Tech, septembre 2023. (<https://merltech.org/how-can-we-apply-feminist-frameworks-to-ai-governance/>)



VERS UNE APPROCHE VÉRITABLEMENT RESPONSABLE DE LA DONNÉE

Traiter ces biais et inégalités implique différents changements structurels dans l'organisation de la solidarité internationale : tout d'abord soutenir la montée en capacité des acteurs-rices locaux sur les enjeux de la donnée en partant de leurs besoins (et non d'exigences de redevabilité ascendante), via à la fois des financements et des formations. Différentes organisations recommandent ainsi d'investir prioritairement dans l'infrastructure de données des acteurs de terrain (administrations locales – États civils et recensement, écoles, hôpitaux...) afin de construire une « colonne vertébrale » sur laquelle appuyer l'ensemble du système de données, humanitaire ou non²² ; mais aussi de reconnaître la légitimité des acteurs-rices nationaux à développer un système statistique souverain, sans chercher à construire un système parallèle comme le fait trop souvent le système humanitaire et en renversant la « redevabilité ascendante » déjà évoquée. Le besoin de changement touche également les méthodes mêmes de gestion de projet, avec une vision moins restrictive des indicateurs et davantage d'écoute des communautés

et acteurs-rices locaux dans la conception des projets (ce qui implique un changement profond d'approche pour leur financement).

Différents référentiels existent aujourd'hui pour guider ce travail vers l'inclusivité de la chaîne de la donnée, comme les Principes pour le développement numérique²³ (qui dépassent mais incluent le sujet de la donnée), la *Inclusive Data Charter*²⁴, ou le *Data Values project*²⁵. Tous reposent sur une plus grande implication des communautés dans la conception et l'utilisation des données, plus de transparence, d'ouverture des données et la démocratisation des compétences en matière de données (*data literacy*). Des exemples existent, de réseaux internationaux décentralisés se sont structurés pour tenter de travailler en écosystèmes égalitaires, comme la plateforme *OpenStreetMap* ou le réseau des *Flying Labs*, qui vise à réduire « l'empreinte pouvoir » (sur le modèle de l'empreinte carbone) des acteurs du Nord en son sein²⁶. Cela va de pair avec le soutien à l'expression du potentiel des leaders et expert-es humanitaires de demain, issu-es des pays du Sud.

Comme l'a illustré CartONG dans sa nouvelle étude de synthèse sur les enjeux des données pour la solidarité internationale (*Au-delà des chiffres* :

22 Bernard Sabiti, Bill Anderson & Sam Wozniak, « The data side of leaving no one behind », Development Initiatives, septembre 2021. (<https://devinit.org/resources/data-side-leaving-no-one-behind/>)

23 « Principles for Digital Development ». (<https://digitalprinciples.org/>)

24 Global Partnership for Sustainable Development Data, « Inclusive Data Charter », 2018. (<https://www.data4sdqs.org/initiatives/inclusive-data-charter>)

25 Data Values project, « The #DataValues Manifesto: Demanding a fair data future », 2021. (<https://www.data4sdqs.org/datavaluesproject/manifesto-demanding-fair-data-future>)

26 WeRobotics, « Here's How We Expanded Locally-Led Action to Shift the Power », mars 2022. (<https://werobotics.org/blog/heres-how-we-expanded-locally-led-action-to-shift-the-power/>)



concilier innovation, éthique et impact, octobre 2024²⁷), ces transformations structurelles bénéficieraient d'ailleurs à toutes et tous : en étant plus à l'écoute des communautés locales dans la conception des projets, en améliorant l'inclusivité et donc la qualité des données nourrissant les évaluations de besoins, en intégrant davantage d'approches qualitatives et réflexives, en transformant nos méthodes de collaboration et d'apprentissage, c'est l'impact global du secteur qui en serait amélioré. Ce point est également valable pour les ONG de taille intermédiaire (notamment françaises) qui font face à un risque de décrochage dans un contexte d'évolution rapide des technologies et de complexité croissante des exigences de redevabilité. Une approche durable de la donnée doit donc prendre en compte à la fois les enjeux d'utilisation responsable (protection des données personnelles), de sécurisation (cybersécurité), de durabilité (sobriété et résilience des systèmes), d'inclusivité (accessibilité, attention au genre, aux langues, à la culture des données) mais aussi de

souveraineté numérique. Cette approche est susceptible de rassembler à la fois les acteurs humanitaires souhaitant appliquer l'approche « Ne pas nuire » à leur gestion de données, mais aussi les acteurs nationaux et gouvernementaux des Sud et bon nombre d'acteurs publics des pays du Nord (notamment européens) qui subissent également le système numérique actuel. C'est donc bien une « décolonisation des données », et plus globalement du numérique, qui est nécessaire pour une donnée responsable et durable.

Il est essentiel que ces débats sur le futur des données et de l'usage du numérique dans la solidarité internationale ne soient pas restreints aux spécialistes techniques, et que notre secteur se connecte aux réflexions et efforts globaux vers un numérique responsable²⁸. À défaut, les OSC risqueraient de se trouver en contradiction avec les principes humanitaires, sans parfois même en être conscientes. ❖

Martin Noblecourt, Chargé d'études & recherche de financements, CartONG

27 CartONG, « Au-delà des chiffres : concilier innovation, éthique et impact », octobre 2024. (<https://www.im-portal.org/help-library/au-del%C3%A0-des-chiffres-concilier-innovation-%C3%A9thique-et-impact>)

28 Cf. les recommandations de l'étude : CartONG, « Au-delà des chiffres : concilier innovation, éthique et impact », octobre 2024. (<https://www.im-portal.org/help-library/au-del%C3%A0-des-chiffres-concilier-innovation-%C3%A9thique-et-impact>)



Donnée durable

Responsable

(minimisée, protégée au besoin, compréhensible, de qualité)



Durable

(documentée, s'inscrivant dans des systèmes résilients et écologiquement durables, avec sobriété notamment des équipements)



**Pour être durable,
une donnée a besoin
d'être ...**

Souveraine

(open source si possible, avec un modèle économique durable)



Inclusive

(prenant en compte les langues d'utilisation, la fracture numérique, le genre, le handicap)



Définition de la donnée durable (visuel CartONG)



point de vue

La décolonisation de l'aide : un processus complexe vers une solidarité internationale renouvelée



Dans ce point de vue, Martine Gwana Passa, Chargée d'appui à la Direction Scientifique du GRET, nous partage les réflexions engagées au sein de son organisation sur le sujet de la décolonisation.

Le secteur de l'aide se trouve à un moment charnière de son histoire où il s'efforce de démanteler, par le biais de ses acteurs, les vestiges persistants du colonialisme tout en promouvant des pratiques humanitaires et de développement plus justes et plus équitables. Plusieurs initiatives conduites par les acteurs de l'aide, telles que la sensibilisation aux racismes systémiques, structurels et institutionnels ou aux inégalités des pouvoirs au sein des institutions, s'inscrivent dans ce processus appelé « décolonisation de l'aide ». Cette dernière implique la remise en question et la transformation des déséquilibres de pouvoir profondément enracinés dans les structures qui ont longtemps défini l'aide. Cela concerne autant les politiques et les méthodes d'intervention que les comportements des professionnels de l'aide.

Plusieurs approches pour repenser l'aide et la solidarité internationale, afin que « nos » actions s'accordent avec « nos valeurs »

Le débat sur la décolonisation met en lumière les effets durables du colonialisme et de la domination occidentale, qui imprègnent divers domaines, dont celui de la solidarité internationale. Le colonialisme est défini comme un système de pouvoir basé sur l'exploitation économique, la domination politique et culturelle, et la répression des colonisés par les colonisateurs. Découlant des concepts de « mise en valeur » et de « mission civilisatrice » de l'époque coloniale, l'aide s'est structurée depuis la Seconde

Guerre mondiale autour des logiques d'intérêts politiques (alignement post-guerre froide, ajustements structurels, luttes contre le terrorisme, etc.) et des logiques d'efficacité (mise en valeur des expertises, professionnalisation, etc.). Dans les courants de critique tant postcoloniaux que décoloniaux, l'aide est souvent perçue comme paternaliste et guidée par les intérêts des donateurs, et interprétée comme un moyen pour les pays occidentaux de maintenir leur influence économique, politique et culturelle sur les pays bénéficiaires. Aujourd'hui, les acteurs des ONG font le constat d'être face à un paradoxe, comme « victimes et instigatrices » d'une bureaucratie excessive à travers leurs outils et méthodes qui



reproduisent des asymétries de pouvoir. Cela se manifeste par la centralisation du pouvoir décisionnel au sein des ONG internationales ou par des partenariats déséquilibrés entre organisations internationales et nationales. Aussi, la nature verticale de la coopération internationale illustre cette logique hégémonique, opposant des approches et des lectures technicistes sur des contextes locaux complexes, générant



Il s'agit de reconstruire l'aide internationale sur des bases de solidarité et d'égalité dans une optique plus large de justice historique et de reconnaissance des diversités culturelles. La décolonisation devient ainsi un révélateur et moteur pour remodeler la coopération internationale.



des décalages entre des résultats (non)atteints et les objectifs initiaux des projets. Cette verticalité se décline en une succession de sous-traitances entre les bailleurs > ONG internationales > ONG nationales > OSC > Comités de développement local, etc., au cours de

laquelle s'additionnent les inégalités de pouvoirs et s'accroissent les décalages des actions avec leurs contextes.

La question de la colonialité dans la coopération a d'abord été abordée via des concepts comme le néocolonialisme, la division raciale du travail, l'impérialisme Nord-Sud, ou l'imposition de conditionnalités. Les débats académiques et militants autour du décolonial ont ensuite apporté des perspectives théoriques et politiques plus globales et radicales, qu'il convient de nuancer dans le contexte de l'aide publique au développement. La subjectivité des récits historiques et des postures épistémologiques peut parfois opposer les différents courants d'analyse du fait colonial dont les limites peuvent mener à des dérives idéologiques, voire réactionnaires, et à des interprétations binaires et essentialistes. Une approche complémentaire de la sociologie historique¹, de l'anticolonialisme, du postcolonialisme et du décolonialisme permettrait une vision plus nuancée et inclusive reposant sur des analyses contextualisées et situées.

Repenser la solidarité internationale nécessite un changement de paradigme, dépassant l'assistance pour bâtir des partenariats en réciprocité entre acteurs internationaux et nationaux, s'affranchissant des logiques projets et des impératifs bureaucratiques et gestionnaires, et transformant les « bénéficiaires » en « agents actifs » sur les choix et modalités des politiques

1 Intégrer une perspective historique dans les actions de coopération semble essentiel pour lever le voile sur le passé colonial et mieux comprendre les dynamiques actuelles du système d'aide.

publiques. Il s'agit de reconstruire l'aide internationale sur des bases de solidarité et d'égalité dans une optique plus large de justice historique et de reconnaissance des diversités culturelles. La décolonisation devient ainsi un révélateur et moteur pour remodeler la coopération internationale. L'appel à décoloniser l'aide publique au développement (APD) se fait plus pressant que jamais, afin que le système d'aide cesse de reproduire ou de perpétuer les inégalités et les rapports de domination qu'elle cherche à combattre.



Un processus collectif qui est à mener avec prudence !

En 2023, le Gret a lancé une réflexion collective sur la « Décolonisation de l'Aide publique au développement », initiée par l'équipe au Sénégal. Conscients que les



Il s'agit pour le Gret de se réexaminer à travers le prisme de son héritage colonial, dans ses aspects méconnus, pour réévaluer ses valeurs, ses méthodes d'action et d'organisation, ainsi que ses relations avec les acteurs publics, les partenaires locaux et les bailleurs.



efforts de décolonisation peuvent être confondus avec des initiatives d'inclusion ou basculer dans du « Decolonization washing », les équipes du Gret se sont engagées dans une analyse critique des dynamiques de pouvoir, de l'histoire et des contextes sociopolitiques. L'objectif est de distinguer « ce qui relève de la colonialité, des logiques organisationnelles néolibérales, et des évolutions sociétales ».

Face aux divers courants d'analyse du colonialisme – sociologie historique, anticolonialisme, postcolonialisme, décolonialisme – et à la diversité d'opinions, de trajectoires et de sensibilités de ses équipes, le Gret s'est rapidement posé plusieurs questions : Comment établir un cadre d'analyse commun ? Comment aborder collectivement des sujets aussi sensibles que complexes ? Comment impliquer des équipes aux positions variées, parfois opposées, sur la question décoloniale ? Il s'agit pour le Gret de se réexaminer à travers le prisme de son héritage colonial, dans ses aspects méconnus, pour réévaluer ses valeurs, ses méthodes d'action et d'organisation, ainsi que ses relations avec les acteurs publics, les partenaires locaux et les bailleurs.

Ce processus transversal est une expérience enrichissante et mouvementée, mêlant parcours professionnels et personnels, devoir de mémoire, approches empiriques et éducation populaire, expressions de frustration et de ressentiment. Le prisme de la décolonisation de l'aide convoque des registres éthiques, militants, politiques, intellectuels, scientifiques et personnels. Cette démarche a mis en lumière l'importance d'organi-



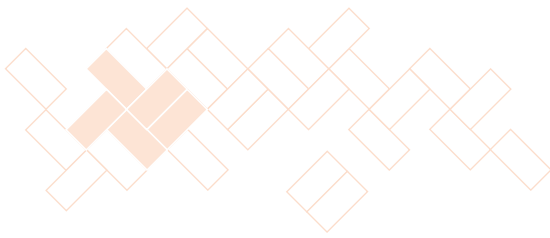
ser des échanges critiques et constructifs, permettant d'identifier clairement les points de désaccord, de consolider les points de consensus et de faciliter des discussions productives. Dans cette démarche collective, chacun trouve sa légitimité car, comme l'a souligné Albert Memmi, la colonisation a créé des « colonisateurs et des colonisés ». Ce chantier en est encore à ses prémices dans une phase d'identification d'une multiplicité d'objectifs à prioriser : examiner les liens entre legs colonial – logiques néolibérales – modèles organisationnels actuels et contexte géopolitique global ; décrypter les discours ambiants autour du décolonial et leur instrumentalisation politique ; explorer les reproductions d'inégalité de pouvoir interne et avec les partenaires ; mettre en dialogue les connaissances dites « locales » avec les savoirs « experts » ; respecter les identités culturelles ; redéfinir le rôle de l'État et des acteurs locaux ; transformer les outils et les pratiques professionnelles des acteurs de l'aide au développement, etc.

Un enseignement clé de ce processus au sein du Gret est l'importance de créer un environnement sûr pour les échanges, la décolonisation étant un sujet clivant, voire conflictuel. Cela implique de s'accorder sur des règles du jeu, telles que l'écoute active, la reconnaissance des différentes réalités et expériences, le respect de la confidentialité, le soutien mutuel et l'acceptation des désaccords sans les percevoir comme des attaques personnelles, etc. Il paraît également crucial de fixer des limites, notamment en interdisant les propos discriminatoires pour éviter l'exclusion et l'isolement. Enfin, des mécanismes de réparation sont à

prévoir en cas de préjudice ou de malaise, tels que des débriefings collectifs.

Le principal défi de cette démarche est d'éviter les interprétations conspirationnistes, où les missions et valeurs des ONG risqueraient d'être réduites à des idéologies néolibérales perpétuant la domination occidentale sur l'économie mondiale, alors que les acteurs humanitaires s'engagent dans une perspective humaniste. Il faut aussi se garder des analyses simplistes opposant le Nord au Sud, ou les dominants aux dominés. Bien que les ONG et bailleurs reproduisent parfois inconsciemment des schémas coloniaux malgré leurs efforts d'inclusion, il est crucial de nuancer l'analyse du fait colonial et de proposer des approches dynamiques et empiriques basées sur l'hybridation des pratiques, des idées et des logiques institutionnelles. La colonialité n'explique pas toutes les inégalités dans l'aide au développement : la mondialisation, souvent associée au néolibéralisme, a aussi creusé les écarts entre et au sein des pays. Si le prisme décolonial sert de révélateur des dysfonctionnements de l'aide, l'enchevêtrement complexe entre passé et présent exige une prudence méthodologique de façon à éviter tout anachronisme et surinterprétation nourrie d'opinions personnelles.

La réflexion et le processus de décolonisation de l'aide exigent de s'inscrire sur un temps long, un travail des équipes à l'échelle locale avant une mise en commun à l'échelle du collectif, et un processus itératif, agile et flexible facilité par des méthodes rigoureuses d'animation et de concertation. ❖



Est-il possible de communiquer autrement ? La (dé)colonisation dans le domaine de la communication visuelle humanitaire

par Cristina García Martínez

L'aide humanitaire utilise la photographie comme outil d'approche du public. En tout état de cause, ces représentations photographiques sont porteuses d'une ambivalence car, si l'objectif premier de l'aide humanitaire est de soulager la douleur des populations et d'assurer « le respect de leur vie et de leur intégrité physique et morale » les photographies sont prises dans des moments de grande souffrance.

L'aide humanitaire internationale vise à apporter une assistance aux populations en situation de vulnérabilité. Pour mener à bien leur travail, les organisations internationales s'appuient sur des

financements privés afin de ne pas dépendre matériellement de l'État, de préserver leur identité et d'intervenir rapidement¹. Pour elles, la manière la plus appropriée d'acquérir des fonds, de particuliers et d'entreprises, entre autres, repose sur l'exercice de la communication, essentiellement représentée par la photographie humanitaire.

Dans les années 1970, l'aide humanitaire utilise la communication visuelle, principalement constituée par l'image fixe, comme outil d'approche du public afin de présenter ses activités et alerter sur les injustices politiques et sociales. Des conflits tels que la guerre du Biafra, la famine dans la région du Sahel² ou la guerre du Vietnam sont constitutifs de la naissance de l'humanitarisme *sansfrontériste*³. L'organisation française Médecins sans frontières s'impose comme l'association paradigmatique de l'aide humanitaire, notamment en défendant sa devise : « [a]gir et parler, soigner et témoigner [...] »⁴. C'est plus précisément sous l'angle de la dénonciation que la photographie est utilisée en tant qu'élément clé de la

- 1 Marie-Laure Le Coconnier et Bruno Pommier, *L'action humanitaire*, Paris : Presses Universitaires de France, 2012.
- 2 Un exemple est l'image «On pèse un enfant pour l'inclure dans un programme d'aide alimentaire» faite par le du photographe brésilien Sebastião Salgado. Son travail s'étend à plusieurs pays et conflits, dont la sécheresse au Sahel (Amar, 2000), qui donne lieu à l'ouvrage *Sahel : the end of the road* coproduit avec MSF, qui a obtenu les bénéfices de la vente du livre. L'illustration se trouve disponible sur ce lien <https://www.centrepompidou.fr/fr/ressources/oeuvre/cR5d7ob>
- 3 Rony Brauman, *L'Action Humanitaire*, Paris : Dominos Flammarion, 2000. Philippe Ryfman, *Une histoire de l'humanitaire*, Paris : La Découverte, 2016.
- 4 Rony Brauman, *L'Action Humanitaire*, Paris : Dominos Flammarion, 2000, p. 60.



communication. Les images d'enfants affamés ou de mères éplorées deviennent l'incarnation des « victimes idéales »⁵ en suscitant la compassion du public spectateur⁶, un sentiment qui s'était déjà exercé dans le passé à travers les représentations des photographies prises par les missionnaires pendant le processus colonial. En tout état de cause, ces représentations photographiques sont porteuses d'une ambivalence car, si l'objectif premier de l'aide humanitaire est de soulager la douleur des populations et d'assurer « le respect de leur vie et de leur intégrité physique et morale »⁷, les photographies sont prises dans des moments de grande souffrance⁸.

La problématique posée est donc double. D'une part, il s'agit de savoir si les représentations photographiques des « victimes idéales » de l'aide humanitaire ont changé à notre époque et, le cas échéant, comment ces changements se sont produits.

L'ENGAGEMENT SOCIAL DE LA COMMUNICATION HUMANITAIRE DANS LES ANNÉES 1970

Dès les débuts de l'aide humanitaire, la photographie devient l'élément clé du processus de communication. Son développement précoce permet à l'Europe et à l'Occident de documenter les différentes actions menées dans le cadre d'une conquête visuelle⁹. En tant que témoin, la caméra photographique accompagne les différentes organisations internationales dans leurs pratiques, devenant leur outil le plus précieux. Il s'agit d'une photographie sociale qui vise à montrer la réalité du terrain d'un point de vue occidental, malgré le caractère discutable des représentations¹⁰.

À partir des années 1970, avec l'avènement du *sansfrontiérisme*, cette logique à visée sociale s'est renforcée puisqu'elle s'impose comme l'axe central du processus de médiatisation, c'est-à-dire comme le modèle communicationnel qui permet d'exposer des causes oubliées. Basée sur des logiques d'engagement et de dénonciation sociale, elle s'avère « [...] le pire ennemi de l'indifférence et de l'arbitraire, le véritable support

5 Ofra Koffman, Shani Orgad and Rosalind Gill, «Girl power and 'selfie humanitarianism», *Continuum*, 29(2), 2015: 157–168. <https://doi.org/10.1080/10304312.2015.1022948>

6 Susan Sontag, *Regarding the pain of others*, New York: Picador, 2003.

7 CICR, «¿Qué es el derecho internacional humanitario?», Servicio de asesoramiento en derecho internacional humanitario, 2004. https://www.icrc.org/sites/default/files/document/file_list/dih.es_.pdf

8 Luc Boltanski, *La Souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*. Paris, Éditions Métailié, 1933.

9 Lilie Chouliaraki, and Anne Vestergaard, *Routledge Handbook of Humanitarian Communication*, London: Routledge, 2022. André Rouillé, *La photo numérique : une force néolibérale*. Paris : Éditions l'échappée, 2020.

10 En 1985, Sebastiao Salgado réalise un reportage photographique pour Médecins sans frontières. De ce travail découle l'ouvrage *Une certaine grâce*. Voici l'une des images : <https://www.centrepompidou.fr/fr/ressources/oeuvre/cR5d7ob> Susan Sontag, *Regarding the pain of others*, New York: Picador, 2003.



d'une conscience globale »¹¹, donnant naissance à un genre à part entière : la photographie humanitaire¹².

L'affichage d'images de souffrance, malgré l'origine à visée sociale du procédé, devient le mode opératoire de la communication d'organisations visant à susciter la compassion de la population, ainsi qu'à initier des dons en faveur de l'aide au Sud global. Ces clichés ont une fonction de catalyseur dans la mobilisation de la solidarité internationale, tout en donnant lieu à un régime de représentation particulier¹³. La diffusion constante d'images mettant en scène des représentations dichotomiques et hiérarchisantes donne naissance à des imaginaires hérités du système moderne-colonial. Les corps en souffrance côtoient les portraits des professionnels de santé lors de la mise en œuvre des actions, contribuant notamment à la construction de l'imaginaire du sauveur occidental – ou *sauveur blanc*¹⁴ – adossé à la scientificité de son activité et à sa neutralité dans le développement de l'aide.

Ces images contribuent à la création d'une représentation déterministe de la victime humanitaire à laquelle répond une morale universelle, illustrée par

l'application d'une aide directionnelle Nord-Sud qui consacre, à son tour, la déshumanisation de « l'autre » en naturalisant sa souffrance.

Néanmoins, la littérature sur la communication de l'aide humanitaire stipule que les logiques sociales communicationnelles de cette étape se transforment progressivement. Cela est dû à l'imbrication, d'une part, d'une assumption généralisée de l'équité sociale atteinte, et d'autre part, des logiques publicitaires dans lesquelles sont inscrits les nouveaux modes de communication néolibéraux, ce qui, ensemble, donne naissance à ce que l'on appelle le *post-humanitarisme*¹⁵.

LES NOUVELLES LOGIQUES DE COMMUNICATION DANS L'AIDE HUMANITAIRE

À partir des années 1990, la prolifération progressive des ONG ainsi que la nécessité politiquement assumée de réglementer les formes et l'exercice de leurs activités conduisent le champ de la solidarité internationale vers une professionnalisation conséquente, notamment de leurs stratégies de

11 Rony Brauman et René Backmann, *Les médias et l'humanitaire : éthique de l'information ou charité-spectacle*, Paris : Cfpj éditions, 1996, p. 20.

12 Heide Fehrenbach and Davide Rodogno (Eds.), *Humanitarian Photography*. New York: Cambridge University Press, 2015. <https://doi.org/10.1017/CBO9781107587694>

13 Stuart Hall définit le régime de représentation comme la structure sociologique qui émane des représentations stéréotypées constantes faites sur un groupe de population spécifique, dans ce cas, les personnes réceptrices de l'aide humanitaire. Stuart Hall, *Representation. Cultural representations and signifying practices*, London : Sage Publications, 1997.

14 En 2012, l'activiste et romancier Teju Cole utilise le terme «sauveur blanc» en réponse au court-métrage *Kony* réalisé en 2012 par l'ONG américaine Invisible Children Inc, produit par son fondateur Jason Russell, qui cherchait à dénoncer le chef de la LRA ougandaise. Consulté le 13 août 2024 sur <https://www.theatlantic.com/international/archive/2012/03/the-white-savior-industrial-complex/254843/>

15 Lilie Chouliaraki, « Post-humanitarianism », *International Journal of Cultural Studies*, 13(2), 2010, p. 107–126. <https://doi.org/10.1177/1367877909356720>



communication. Un grand nombre d'organisations entrent dans un rapport de concurrence favorisant l'ingérence des États dans la mise en œuvre d'une déontologie communicationnelle¹⁶ tandis que les ONG s'appuient sur des agences de publicité : « [l]es associations [sont amenées] à penser en termes de stratégie et de communication institutionnelle [...] et donc à se tourner vers les agences de publicité »¹⁷ dans l'objectif de lever des fonds. Pour Rony Brauman, il s'agit de « [...] laisser la communication se substituer insidieusement à l'information [...] »¹⁸, c'est-à-dire que, sur la base de l'analogie entre « informer » comme processus social et « communiquer » comme processus publicitaire, on assiste à un remplacement de la genèse des logiques de communication humanitaire.

L E NÉOLIBÉRALISME DANS L'HUMANITAIRE

Au cours des dernières décennies, le champ de l'aide humanitaire a fait l'objet d'une transformation majeure. L'avènement des réseaux et des médias numériques favorise la généralisation des mouvements sociaux, influençant les modes et les contenus de communication des ONG. Les citoyens, ainsi que les institutions, commencent à s'intéresser aux questions sociales et politiques dans un contexte d'évolution vers un modèle de société néolibérale¹⁹. La communauté internationale exprime son souci de préserver la paix mondiale, en organisant le premier sommet du Conseil de sécurité des Nations unies²⁰, et concomitamment, l'idéologie fondée sur la non-réglementation, la privatisation et le retrait des services sociaux de l'État conduit toute l'activité sociale à se soumettre à la souveraineté du marché²¹.

Dans ce contexte, l'aide humanitaire est influencée par un système idéologique, reposant sur la néolibéralisation de l'humanitaire²² caractérisée par la persistance de la dénonciation

16 Pascal Dauvin, *La communication des ONG humanitaires*, Paris : L'Harmattan, 2010.

17 Amélie Gastaut, *La publicité au secours des grandes causes*, Paris : Les Arts Décoratifs, 2010, p. 8.

18 Rony Brauman, *L'Action Humanitaire*, Paris : Dominos Flammarion, 2000, p. 69.

19 Isis Giraldo, «Posfeminismo / Genealogía, geografía y contornos de un concepto», *Debate Feminista*, 59, 2020, <https://doi.org/10.22201/ciea.2594066xe.2020.59.01>

20 Le 31 janvier 1992, le premier sommet du Conseil de sécurité des Nations unies s'est tenu à New York, réunissant cinq membres permanents : La Chine, les États-Unis, la France, la Fédération de Russie et le Royaume-Uni. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/UNDOC/GEN/N92/259/64/PDF/N9225964.pdf?OpenElement>

21 Jess Butler, «For White Girls Only? : Postfeminism and the Politics of Inclusion», *Feminist Formations*, 25(1), 2013, 35–58. <https://doi.org/10.1353/ff.2013.0009>

22 Lilie Chouliaraki, « Post-humanitarianism », *International Journal of Cultural Studies*, 13(2), 2010, p. 107–126. <https://doi.org/10.1177/1367877909356720>



sociale, mais basée sur les logiques du marketing publicitaire²³.

On assiste à un processus de dépolitisation et d'instrumentalisation ou de marchandisation des causes sociales dont l'objectif est de construire une représentation qui sensibilise la population spectatrice – les citoyens donateurs – mais en plaçant la figure du personnel humanitaire au centre du



Elles [les ONG] s'exposent par le biais d'images, se constituant comme le moi sauveur, forme de communication étroitement liée au processus colonial d'orientation civilisatrice, ainsi que néolibérale, se positionnant au centre et faisant de ce geste leur marque d'identité.



discours. La révolution provoquée par l'irruption des modes de communication numériques déclenche l'établissement du « moi » comme centre du processus d'aide, intimement lié au développement des projets d'entreprise. Les organisations internationales

non gouvernementales ne sont plus de simples associations, mais bel et bien des entreprises multinationales²⁴ et, à ce titre, elles utilisent la dépolitisation néolibérale pour augmenter les dons financiers des téléspectateurs par le biais de la publicité ciblée. Ce faisant, elles s'inspirent de l'*ethos* néolibéral, c'est-à-dire de la manière égocentrique d'agir dans le cadre de l'entreprise de l'ONG. Leur façon de concevoir le marketing publicitaire se reflète dans les campagnes de dons, où elles abordent et vendent constamment le travail accompli. En d'autres termes, elles [les ONG] s'exposent par le biais d'images, se constituant comme le moi sauveur, forme de communication étroitement liée au processus colonial d'orientation civilisatrice, ainsi que néolibérale, se positionnant au centre et faisant de ce geste leur marque d'identité. Cette approche répond aux logiques post-humanitaires actuelles, où l'on défend la bonté altruiste de la personne qui œuvre dans l'humanitaire, incarnant le « moi-centré », tout en donnant de l'espace aux bénéficiaires de l'aide, principalement des femmes, mais d'un point de vue occidental.

En effet, il s'agit d'une représentation stéréotypée qui soit creuse la différence à travers un discours de revictimisation de l'altérité, soit traite d'une égalité irréaliste axée sur l'autosuffisance ou l'autonomisation des femmes afin d'atteindre la « liberté occidentale », entendue comme un paradigme.

23 Un exemple est la campagne d'Action contre la Faim «Leïla, 100 francs plus tard» disponible sur : <https://madparis.fr/IMG/pdf/livret.pdf>

24 Peter Redfield, « Doctors, Borders, and Life in Crisis », *Cultural Anthropology*, 20(3), 2005, 328– 361.



La communication humanitaire subit ainsi une métamorphose, une sorte de saut dans les valeurs néolibérales où, à son origine, dans les années 1970, la représentation se focalise sur l'image de l'altérité, tandis qu'à partir du XXI^e siècle, l'exposition sensationnaliste de la victime, l'effet de choc, est abandonné pour déplacer le regard. Ce processus illustre l'instrumentalisation de l'aide humanitaire, un mode d'entreprise qui persuade et exhorte les citoyens à participer au changement social, malgré l'impossibilité absolue de rapprocher deux réalités diamétralement opposées.

L E POST-HUMANITARISME COMME STRUCTURE NÉOCOLONIALE

La mise en œuvre de cette stratégie influence la perception générale et la normalisation de l'injustice, de l'exploitation systémique, dissimulant la complexité de ces dynamiques et soutenant l'aspect éphémère du don : « [c]lick, donate and forget »²⁵. Au fil du développement de ce modèle communicationnel sous-tendu par des logiques néolibérales, les femmes et les filles du Sud global sont façonnées comme le groupe social par excellence de la représentation dans l'aide humanitaire. L'augmentation de leur visibilité causée, entre autres, par l'essor de l'activisme, des discours politiques, des réseaux sociaux et de l'institutionnalisation du féminisme,

révèle comment de nouvelles logiques imprègnent les modes de communication humanitaire. Pour Lillie Chouliaraki, le post-humanitarisme constitue l'image des femmes et des filles du Sud en tant que nouvelles victimes idéales qui, grâce à l'autonomisation par le Nord global, finiront par avoir une vie meilleure. Le concept d'« empowerment » développé par l'Occident intronise la femme blanche et bourgeoise comme l'incarnation du paradigme féministe hégémonique à atteindre. En outre, dans une perspective coloniale, les discours post-humanitaires présentent les bénéficiaires de l'aide humanitaire comme des victimes des pratiques culturelles patriarcales, en les discriminant sur la base de la différenciation raciale/ethnique. Ainsi, ils reconstruisent et reproduisent l'imaginaire de la femme « pauvre », « du tiers monde » et de « l'opprimée » – en opposition à la féminité occidentale – qui a besoin de l'aide du Nord global pour être sauvée, tel une émulation du trope néocolonial : « si la féminité occidentale est construite comme la norme préférée, la féminité du Sud est dépeinte comme profondément façonnée par le patriarcat, la pauvreté et la victimisation, renforçant ainsi une frontière dichotomique entre « nous » et « eux » »²⁶. Cette structure néocoloniale est étroitement liée aux logiques néolibérales, car elle s'appuie sur le processus de corporatisation et de dépolitisation, créant un nouvel imaginaire de la victimisation tout en remettant en scène la différence.

25 Ofra Koffman, Shani Orgad and Rosalind Gill, «Girl power and selfie humanitarianism», *Continuum: Journal of Media & Cultural Studies*, 29 (2), 2015, pp. 157-168. DOI: 10.1080/10304312.2015.1022948.

26 *Ibid.*, p. 7.



A LORS, COMMENT DÉCOLONISER LA COMMUNICATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ?

Dans la lignée des études décoloniales, il convient d'envisager l'existence d'autres récits discursifs qui subvertissent le régime de représentation en brisant le stéréotype de l'intérieur de la matrice²⁷. En d'autres termes, il existe des organisations, principalement locales, qui façonnent des récits de résistance. Le travail d'aide et la manière dont les organisations exercent les représentations correspondent à ce que Maldonado Torres appelle la tournée décoloniale²⁸ dans la construction d'un autre monde. Certaines photographies révèlent des manifestations insurrectionnelles d'autoreprésentation et des alternatives à celles qui s'inscrivent dans le cadre du système dominant. Un exemple est l'organisation Cocomacia, dont les photographies reflètent la nature pluridisciplinaire de son travail et de ses actions, mais surtout son travail en réseau²⁹. Contrairement au processus communicationnel des organisations internationales, il convient également de noter que les photographies qu'elles prennent sont réalisées dans une circularité locale, c'est-à-dire qu'elles sont prises par

elles-mêmes, d'elles-mêmes, pour elles-mêmes, rompant avec le cadre dominant et constituant un espace collectif hermétique qui évite les logiques néolibérales du post-humanitarisme³⁰. Il n'y a pas de volonté de s'inscrire dans le cadre dominant de la représentation, mais plutôt de construire ses propres histoires en se distanciant de l'utilisation de la représentation comme outil du capital. Cette articulation en communauté est défendue par les études décoloniales qui affirment, dans le cadre de la critique de l'exercice néolibéral actuel de la coopération internationale, une possibilité de construction d'une relation internationale entre le Nord et le Sud. La théoricienne Ochy Curiel, lors d'une conférence tenue à l'Agence andalouse de coopération internationale pour le développement³¹, soutient par exemple que la possibilité de construire une coalition internationale entre le Nord et le Sud nécessiterait, en fin de compte, l'exercice d'une autocritique par le Nord global de ses modes d'action, en l'occurrence en matière de communication. ❖

Cristina García Martínez,
Docteur en Études Hispaniques
(Université de Grenoble Alpes) et en
Sciences de l'Information et de la
Communication avec Perspective de
Genre (Université Rovira i Virgili).

27 Voir la note 13.

28 Nelson Maldonado Torres, « Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto », In *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epidémica más allá del capitalismo global* (p. 127-169, 2007. Siglo del Hombre Editores).

29 Cette organisation a été l'objet de ma recherche doctorale. Il s'agit d'une organisation colombienne, située dans la région du Chocó, qui dispose d'une section « genre » et travaille sur les droits sociaux, économiques, politiques et territoriaux des femmes paysannes qui vivent dans la région. https://www.facebook.com/generococomacia/photos_bv?locale=es_LA

30 Cette organisation, comme d'autres organisations de la région du Chocó, se caractérise par le fait que les femmes membres aident et sont aidées. Il s'établit ainsi une sorte d'horizontalité permanente qui se transmet à travers les images.

31 Ochy Curiel, « Crítica de los movimientos descoloniales a la cooperación para el desarrollo » de Las Claves de Ochy Curiel. *Feminismo Descolonial*, 2017. <https://www.youtube.com/watch?v=7ZSHqvKLANQ>




© Groupe URD




bibliographie

La décolonisation de l'aide

 *This is the work: Resources for practical anti-racism*, Bond, Peace Direct, Advocacy Team, 2024


Bond, Peace Direct et Advocacy Team ont créé un nouvel ensemble de ressources et de contributions axées sur la promotion d'approches antiracistes et décoloniales dans la politique internationale et le plaidoyer avec l'objectif d'inspirer un changement transformateur dans l'ensemble du secteur.

<https://www.bond.org.uk/what-we-do/anti-racism-equity-diversity-and-inclusion/this-is-the-work/>

 *Where do we go from here? Navigating power inequalities between development NGOs in the aid system*, LSE, University of Ghana, KNUST, Wageningen University, Makerere University, Radboud University, University of Manchester, 2024


Cette recherche étudie la nature et la portée des actions entreprises par les ONG du Nord et les ONG du Sud pour lutter contre les asymétries de pouvoir, en comparant leurs compréhensions, perspectives et initiatives.

https://www.partos.nl/wp-content/uploads/2023/12/Where-do-we-go-from-here-2-2_new.pdf

 *Too Southern to Be Funded: The Funding Bias Against the Global South*, The Shift Power Movement, 2024

Cette recherche met en évidence des déséquilibres systémiques dans la distribution des fonds du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Malgré les engagements pris pour soutenir les dirigeants et la société civile du Sud, les approches de l'« aide liée » profitent de manière disproportionnée aux organisations des pays membres du CAD, tout en marginalisant celles du Sud.

<https://www.peacedirect.org/too-southern-to-be-funded/>


 *Envisioning an alternative ecosystem for global development and humanitarianism*, Themrise Khan, Centre for Humanitarian Leadership, Deakin University, 2023

Ce document de réflexion questionne les termes « décolonisation », « localisation » et « transfert de pouvoir », des mots-clés parmi les plus marquants du discours sur le développement et l'aide humanitaire. Il le fait en adoptant un point de vue




radical : tout d'abord, en mettant l'accent sur les pays eux-mêmes, plutôt que sur des pôles spécifiques de pouvoir financier et politique en tant que moteurs clés du développement et du changement ; et deuxièmement, en considérant que ce n'est pas une « réimagination » de l'aide qui est nécessaire, mais plutôt la fin des systèmes d'aide - du moins tels que nous les connaissons.

https://www.centreforhumanitarianleadership.org/wp-content/uploads/2023/08/Alternative-ecosystem-paper_FINAL.pdf

 *Transformer les partenariats dans la coopération internationale : Une ressource pratique pour la société civile, les donateurs, les ONGI et les intermédiaires, Peace Direct, 2023*

Malgré les processus de réforme en cours qui mettent l'accent sur des partenariats améliorés et équitables, de nombreuses approches reflètent encore des hiérarchies néocoloniales, sapant la valeur et la dignité des partenaires locaux. Au cours du second semestre 2022, *Peace Direct* a organisé une consultation mondiale en ligne pour discuter de la question des partenariats inéquitables et de la manière de les décoloniser. Les conclusions présentées dans ce document s'appuient sur les rapports précédents, « Décolonisation de l'aide et consolidation de la paix » et « Race, pouvoir et consolidation de la paix », publiés respectivement en 2021 et 2022. Ces rapports ont mis en évidence la prévalence du racisme systémique dans les secteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix. L'objectif de ce rapport est de fournir une série d'approches accessibles pour construire et maintenir de meilleurs partenariats entre les acteurs de la société civile du Sud global et les donateurs du Nord global, les ONGI et les intermédiaires.

<https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2023/09/Peace-Direct-Transforming-Partnerships-in-International-Cooperation-French.pdf>

 *Understanding the role of narratives in humanitarian policy change, Patrick Saez, John Bryant, HPG Working paper, ODI, 2023*

Les récits de politique humanitaire sont des histoires construites et diffusées pour façonner les croyances et les attitudes relatives aux crises humanitaires et à l'aide, et ainsi influencer les politiques des gouvernements et des organisations d'aide dans ce domaine. Cet article cherche à comprendre les origines et les sources des récits de politique humanitaire, et analyse les intérêts, les objectifs et les fonctions derrière la construction de ces récits. Les auteurs proposent la construction de nouveaux cadres humanitaires partagés pour une action humanitaire plus centrée sur les personnes et dirigée localement.

https://media.odi.org/documents/Understanding_the_role_of_narratives_WP_SaezBryant_final.pdf



bibliographie

Décolonisation de l'aide : Perspectives de la société civile d'Afrique subsaharienne francophone, WACSI, 2023

La conception des programmes d'aide est très largement ancrée dans les valeurs et les systèmes de connaissance occidentaux, ce qui signifie que de nombreux programmes créent par inadvertance une norme basée sur les valeurs et les pratiques occidentales à laquelle les communautés du Sud doivent adhérer. Ce rapport de recherche vise à répondre à quatre questions fondamentales interconnectées :

1. Qu'est-ce que la décolonisation de l'aide dans la pratique ?
2. Quelles sont les expériences et les perspectives des OSC en Afrique francophone ?
3. Comment ces OSC envisagent-elles de contribuer à la décolonisation et à la restructuration du système d'aide au développement, afin de le rendre plus juste, plus équitable et plus efficace ?
4. Enfin, quel sera le rôle des bailleurs de fonds, en particulier des ONGI, dans ce processus ?

<https://fr.wacsi.org/decolonisation-de-laide-perspectives-de-la-societe-civile-dafrique-sub-saharienne-francophone/>

Coopération pour le développement 2023 : Quel système d'aide pour demain ? OCDE, 2023

Au cours de ces trois dernières années, les multiples crises mondiales et l'impératif de plus en plus urgent de limiter le changement climatique ont mis les modèles actuels de coopération pour le développement à rude épreuve, sans doute la plus rude depuis des décennies. La critique des racines, de la motivation et du fonctionnement du système international de l'aide se traduit par des appels à un changement radical, qui se manifeste, par exemple, dans les mouvements visant à s'attaquer à l'héritage colonial et au racisme dans ce secteur. Cette édition du rapport *Coopération pour le développement* dresse un état des lieux de ces défis, et propose des pistes à suivre pour l'avenir selon quatre lignes d'action : honorer les engagements, financiers et autres, déjà pris, soutenir une transformation pilotée à l'échelon local dans les pays partenaires, moderniser les modèles d'activité et pratiques de gestion financière, et rééquilibrer les relations de pouvoir dans la prise de décisions et les partenariats à l'échelle internationale.


<https://doi.org/10.1787/83b806cb-fr>

An open letter to international donors and NGOs who want to genuinely help Ukraine, 24 August 2022

Lettre des organisations ukrainiennes aux bailleurs et ONG internationaux qui veulent aider l'Ukraine.

<https://globalfundcommunityfoundations.org/news/an-open-letter-to-international-donors-and-ngos-who-want-to-genuinely-help-ukraine/>




 **Whose Aid? Findings of a dialogue series on the decolonization of aid,** International Institute of Social Studies, KUNO, Partos, 2022

Ce rapport résume cinq séminaires ayant eu lieu sur le thème de la décolonisation de l'aide. Chaque épisode a abordé un aspect différent de l'aide : perspective historique ; la coopération au développement ; l'aide humanitaire ; perspective éthique ; le rôle du donateur. Cette série de dialogue met en évidence la nécessité d'un changement dans le secteur, de réponses guidées par les acteurs locaux, appelle à réfléchir aux cadres éthiques et aux principes pour guider le processus de décolonisation et à repenser les mécanismes de financement et d'allocation des ressources.


Lien vers les cinq séminaires :

<https://www.iss.nl/en/research/research-projects/humanitarian-governance-accountability-advocacy-alternatives/decolonization-aid>

Voir également ces trois courts documents qui poursuivent la réflexion de ces séminaires :

 **Future Brief: Decolonisation of the development sector,** KUNO, Partos, The Broker, 2022

<https://www.partos.nl/publicatie/tracing-the-colonial-roots-of-development-cooperation-a-brief-history/>

 **Décoloniser ! De quoi parle-t-on ?** Sara Duvisac, Oxfam, 2022

Le document aborde la question de la colonialité et de ses implications, ainsi que la réflexivité et la reconstitution épistémique. Il examine également la mise en pratique de la théorie dé-coloniale, en se concentrant sur le cas du buen vivir. Le document met en évidence les défis de l'institutionnalisation de la dé-colonialité et explore les liens entre dé-colonialité, féminisme, antiracisme et anticapitalisme. Enfin, il examine les luttes dé-coloniales menées par des peuples autochtones, des personnes racisées, des femmes et des personnes LGBT.

<https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/decoloniser-de-quoi-parle-t-on/>

 **Decolonising Aid: A reading and resource list,** The New Humanitarian, 2022

Des liens vers des ressources, publications, podcasts et webinaires, sur les thématiques liées à la décolonisation de l'aide, au racisme et à la diversité au sein du secteur, ainsi que sur la localisation et les visions d'avenir.

<https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2022/08/12/Decolonising-aid-a-reading-and-resource-list>




bibliographie

 **Racisme et humanitaire**, Elba Rahmouni, Marc Le Pape, MSF Crash, 2022

Ce dossier réunit plusieurs publications du CRASH datant pour les plus anciennes d'une vingtaine d'années : elles abordent de différentes manières le thème du racisme et de l'humanitaire, et évoquent également la manière dont les discussions sur le racisme se sont engagées au sein de Médecins sans Frontières.

<https://msf-crash.org/fr/dossiers/racisme-et-humanitaire>

 **La décolonisation, c'est maintenant ! Guide pratique d'inspiration pour une collaboration internationale équitable**, NGO Federatie, 11.11.11, 2021

La réflexion et la discussion sur la signification de la décolonisation et la raison pour laquelle elle est importante sont les étapes déterminantes de la décolonisation dans la pratique. Cette publication souhaite permettre la réflexion et l'échange afin d'inciter les organisations qui n'ont pas encore débuté cet exercice à le faire et montrer à celles qui ont déjà entamé le processus de nouvelles voies à explorer.

<https://11.be/sites/default/files/2021-11/20210928-FR-guide-d-inspiration-decolonisation-inspiratiegids-dekoloniseren-nu.pdf>


WEBINAIRE

 **Rethinking Aid Financing: How Locally Led Organizations are Funding Their Futures**, The New Humanitarian, 25 September 2023

Après des années de promesses non tenues du secteur de l'aide de transférer le pouvoir et les financements, les organisations locales et nationales trouvent leurs propres solutions. Lors de cette table ronde, des responsables de l'aide montrent comment les organisations locales prennent les choses en main.

<https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2023/09/25/rethinking-aid-financing-locally-led-organisations-funding>

PODCAST

 **« Is decolonized aid an oxymoron? »**, Rethinking Humanitarianism, The New Humanitarian, 19 october 2022

Cet épisode du podcast *Rethinking Humanitarianism* interviewe Degan Ali, directrice de l'ONG kényane ADESO. Axé sur la décolonisation de l'aide, il plaide pour un changement systémique dans la gouvernance mondiale et les systèmes financiers internationaux.

<https://www.thenewhumanitarian.org/podcast/2022/10/19/Degan-Ali-decolonising-aid>



Groupe URD (Urgence – Réhabilitation – Développement), fondé en 1993, est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

www.urd.org

Humanitaires en mouvement - revue annuelle et bilingue – vise à partager les résultats de travaux et d'études liés à des problématiques qui nous semblent importantes et s'ancrent dans l'actualité du secteur.

La thématique proposée est souvent traitée durant les Universités d'automne de l'humanitaire qui précèdent, de sorte que cette revue s'inscrive dans la continuité et restitution des débats.

Retrouvez sur le site Internet des compléments de lecture et les articles des auteurs :

www.urd.org/fr/revue_humanitaires/

Publié dans le cadre du projet « Apprendre et innover face aux crises - Phase 3 » avec le soutien financier de :



Directrice de la publication : Véronique de Geoffroy
Comité éditorial de ce numéro : Johana Bretou-Klein, Anne-Marie Mounier et Jeanne Taisson
Coordinatrice : Jeanne Taisson

Photo de couverture : Assia dans le Hadjer Hadid (Ouaddaï, Tchad), un regard vers l'avenir ...

Imprimerie : Transcopy (Courthézon)
Maquette : foli-o

ISSN : 2261-7124
Dépôt légal : septembre 2012



Humanitaires ^{N°26} en mouvement



SUIVEZ-NOUS SUR



Groupe URD

La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
TEL: +33 (0)4 75 28 29 35

urd@urd.org

www.urd.org

©Frederic Bonamy/EU/ECHO

Contact :

Jeanne Taisson
jtaisson@urd.org